



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT!

est à nous

Dossier

Combattre le F-Haine

Pages 6 et 7

n°195 - 16 mai 2013 - 1,20 €

www.npa2009.org

DROITE ET EXTRÊME DROITE



Leur « printemps des cons », une saison à combattre !

Le 6 mai dernier, jour anniversaire de l'élection de François Hollande, Jean-François Copé en meeting à Nîmes nous a prédit un « printemps des cons », allusion au « printemps français » des opposants au mariage pour tous, Frigide Barjot en tête, et au « mur des cons » de la magistrature dont la droite s'était offusquée. Derrière la formule choc et la vulgarité, la surenchère...

Surenchère car, sur le bilan économique et social de Hollande, la droite n'a pas grand chose à redire. La preuve en est qu'elle vote régulièrement avec le PS. En effet, comment critiquer la ratification du TSCG et l'inscription dans le marbre des 0,5% de déficit structurel ? Comment s'insurger contre le pacte de compétitivité et ses 20 milliards de crédit d'impôt pour les entreprises alors que la droite elle-même n'aurait osé rêver plus beau cadeau pour le patronat ? Comment désapprouver la transformation de l'ANI en loi, quand le PS apporte la pierre principale au chantier de destruction du code du travail mis en

SUITE PAGE 2



PHOTO: JEAN-PAUL ROMANI

Agenda

18 mai, rassemblement Non à l'islamophobie!, Paris. RV à 15h devant l'Unicef, 1 rue Pierre Lescot, métro Châtelet-Les-Halles.

18, 19, 20 mai, fête de Lutte ouvrière, Presles (95). Débat public LO-NPA le dimanche 19 mai à 17h : *Face au gouvernement et à la montée de l'extrême droite, quelle politique pour les révolutionnaires, en particulier vis-à-vis du Front de gauche ?* Avec Galia Trépère et Roseline Vachetta de la direction nationale du NPA.

21 mai, rassemblement Notre santé en danger, Paris. De 16h30 à 18h30 : contre les remboursements, les forfaits et franchises, les dépassements d'honoraires, rassemblement et pyramide de boîtes de médicaments devant le ministère de la Santé, 14 avenue Duquesne, Paris 7^e.

25 mai, manifestation de solidarité avec les Roms, Paris. *Bidonvilles : le changement c'est urgent !* RV à 15h au départ de la place Saint-Michel et en direction de l'Hôtel Matignon.

25 mai, Six heures pour la santé, l'action sociale et la protection sociale, Paris. Les ateliers débats : *Quel financement de la Sécurité sociale ? | Quelle organisation des soins et de l'action sociale ? | L'accès aux soins et à l'action sociale et la situation en Europe.* À partir de 9h à la Bourse du travail (salle Henaff), 29 bd du Temple, Paris 3^e.

● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

œuvre par les gouvernements précédents, et ce avec l'appui d'une partie des syndicats ? Copé a beau jeu à Nîmes de dénoncer « le plus grand matraquage fiscal de l'histoire », à croire qu'il n'a pas bien étudié ses dossiers. La tranche d'imposition à 75% pour les très hauts revenus, qui ne tenait déjà pas compte des revenus du capital, a été retoquée par le Conseil constitutionnel. Certes, l'ISF a retrouvé son niveau d'avant les années Sarkozy, mais en contrepartie un plafonnement dans la logique du bouclier fiscal a été rétabli et la plupart des niches fiscales ont été maintenues. La bourgeoisie peut donc dormir tranquille, ses intérêts sont aussi bien préservés par Hollande qu'ils ne l'étaient sous Sarkozy.

Une droite radicalisée

Difficile donc pour la droite d'attaquer bille en tête le gouvernement sur son bilan sans recourir à l'outrance langagière. La politique néolibérale du PS brouille les cartes avec la droite qui ne peut dès lors se distinguer que sur les questions sociétales. Le mouvement contre « le mariage pour tous » est donc une véritable aubaine pour l'UMP, affaiblie par les luttes fratricides et discréditée par la mise en examen de Sarkozy et les casseroles de Claude Guéant. Dans son discours de Nîmes, Copé appelle à se mobiliser le 26 mai contre « le mariage gay », pour la droite la pierre angulaire de l'opposition au gouvernement, et au-delà pour « exprimer un non global à la politique de François Hollande ».

Il est également le vecteur du rapprochement entre la droite et l'extrême droite. Le dimanche 21 avril 2013, 11 ans après l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour des élections présidentielles, UMP et FN défilaient sous la même banderole contre le « mariage gay ». Mais ce rapprochement ne se fait pas par des discussions d'appareil, comme on aurait pu l'imaginer après les élections présidentielles et législatives. Un rapprochement rendu possible par la radicalisation de la droite



Manifestation des anti-mariage pour tous à Paris le 13 janvier 2013. PHOTO: THÉÂTRE ROUGE/JMB

sur les questions d'immigration et sur l'Islam et par les tentatives de Marine Le Pen pour polir le discours de l'extrême droite afin de la rendre plus « respectable »... Plus dangereuse, la jonction se fait aujourd'hui par des pratiques militantes et des expériences politiques communes et ce dans la rue, terrain traditionnel de la gauche. Et surtout, cette convergence semble davantage profiter au FN qu'à l'UMP.

Front commun contre la réaction

Avec son « printemps des cons », la surenchère langagière de Copé, lors d'un meeting tenu dans un département où le FN a fait plus de 25% des voix, semble traduire la volonté de ne pas se laisser déborder par ce mouvement et comme une tentative de le canaliser. Son appel à ceux qui manifestent contre « le mariage pour tous » à rejoindre les listes UMP aux municipales peut être interprété dans ce sens.

Face à une droite et une extrême droite qui occupent le terrain et qui nouent de dangereuses convergences, dans un contexte où les attaques homophobes se multiplient, il y a urgence à organiser une riposte spécifique et à reprendre la rue. Face à une droite, qui utilise le mariage pour tous pour se positionner dans l'opposition au gouvernement, et face à un FN, qui surfe sur les reculs sociaux et « les affaires » de la gauche et de la droite pour se présenter comme la seule alternative possible, il y a urgence à changer le rapport de forces et à reprendre la rue. Nous devons porter la nécessité d'une opposition de gauche, c'est-à-dire construire un front commun contre le gouvernement et le patronat, pour développer les mobilisations sociales et politiques afin de mettre un coup d'arrêt à l'offensive des libéraux, des réactionnaires et des fachos.

Camille Jouve et Pierre Batton

regards

Propos recueillis par Alain Krivine

Ken Loach : « Commençons ensemble une nouvelle étape »

Entretien. Le 30 avril dernier, Ken Loach est venu à Paris pour présenter en avant-première son nouveau film *L'Esprit de 45*. Alain Krivine et Olivier Besancenot ont pu le rencontrer à cette occasion et faire une courte interview autour de son nouveau film et de l'appel à la constitution d'un nouveau parti.

Dans ton film, tu présentes l'année 1945 comme celle de grandes avancées sociales. Pourquoi ?

C'est à cause de la guerre, où l'État a dû prendre possession des principales richesses, comme les mines ou les chemins de fer, pour assurer l'approvisionnement. Beaucoup de ministres travaillistes ont continué la même politique juste après la guerre. Leurs discours restaient très idéalistes et très socialistes. Cet énorme potentiel ne va pas durer et la rupture totale sera organisée par Thatcher, qui va organiser sa politique comme une véritable déclaration de guerre à la classe ouvrière en brisant notamment par l'intervention de la police la longue grève des mineurs.

Il n'y a plus aujourd'hui de gauche organisée au sein du parti travailliste ?

Peut-être deux députés... Mardi dernier,

après la projection de mon film, un conseiller travailliste s'est levé pour dire « *Personne ne doit critiquer le parti travailliste, sinon ça fera le jeu des conservateurs...* »

Et pourtant, il faudrait cesser d'être exploités par les grandes firmes, et nationaliser l'électricité ou le gaz. Mais les leaders travaillistes n'en veulent pas. C'est toute leur contradiction.

Tu viens de lancer un appel au rassemblement de la gauche anticapitaliste en Grande-Bretagne. Dans quelles conditions l'as-tu fait et avec qui ?

Au départ, c'était une simple intervention, partant du principe qu'il n'y a plus aucune force de gauche significative et organisée dans notre pays. Mais très vite, des amis m'ont demandé de mettre sur internet ma déclaration, et aujourd'hui,

plus de 8000 personnes ont signé. Mais les signatures individuelles ne suffisent pas. Il faudrait que les associations et coalitions qui mènent des campagnes unitaires nous rejoignent, par exemple celles qui luttent pour les SDF, pour la défense des services publics, des chemins de fer, de la santé ou de l'environnement. Aujourd'hui chacune mène sa campagne séparément. Le problème n'est pas de s'emparer de leur campagne à leur place et de les mettre derrière notre drapeau, mais de se mobiliser et de militer ensemble. Ils font tous de la politique, mais il n'y a pas de cadre commun et ils ne veulent pas rejoindre telle ou telle organisation déjà existante. Tous sont unanimes contre l'austérité ou la guerre. Il va y avoir une réunion le 11 mai et nous allons voir qui vient. Nous leur dirons « mettons nous autour de la table et commençons ensemble une nouvelle étape ».

À voir... L'ESPRIT DE 45 DE KEN LOACH

Sortie en salle le mercredi 8 mai.



Il s'agit d'un documentaire composé d'un montage de scènes d'actualité et de nombreuses interviews de témoins de deux époques totalement différentes. D'abord celle des années 45, juste après la guerre

où règne dans le pays un climat d'euphorie lié à la fin de la guerre et à une série de mesures prises en faveur des travailleurs, notamment des nationalisations. Scènes de guerre et de bombardement alternent avec les interviews. Puis le film aborde la deuxième séquence, la prise du pouvoir par Thatcher et la guerre sociale qu'elle ouvre contre la classe ouvrière, notamment en brisant par la force la grande grève des mineurs qui par sa durée et sa combativité était devenue un exemple en Europe (voir dossier dans *Tout est à nous!* n°192). La fin du film montre comment, avec les conservateurs ou les travaillistes d'aujourd'hui, les travailleurs subissent une politique terrible, et comment en particulier le parti travailliste a complètement trahi ses origines. La conclusion du film est un véritable appel à la résistance.

Notre hebdomadaire a passé la semaine dernière des extraits de l'appel cosigné par Ken Loach et soutenu aujourd'hui par des milliers de signataires et quelques groupes d'extrême gauche : une scission du SWP (IS Network), des jeunes de Pouvoir ouvrier (Anticapitalist left) ou nos camarades de Socialist Resistance. Déjà 90 groupes de soutien sont en formation dans le pays, et une première réunion nationale s'est tenue le 11 mai à Londres.



Par **Thibault Blondin**

**UNE CRIMINELLE
CHASSE AUX ROMS**

Lundi 13 mai, à Lyon, l'incendie d'une usine désaffectée a tué trois Roms dont un enfant. Deux mois après un incendie similaire qui avait eu lieu à Aubervilliers (93) sans faire de victimes, ces faits nous rappellent les conditions dans lesquelles les Roms sont obligés de vivre, harcelés et traqués par les forces de police du ministère de l'Intérieur. CitoyenNES européenNES, les Roms n'ont pourtant pas les mêmes droits : celui de travailler, de se loger ou de se soigner correctement. Plus de 400 camps illégaux ou squats plongent des milliers de familles dans la plus grande précarité, maintenant cette population dans la misère et l'insécurité, avec les plus grandes difficultés pour avoir accès aux soins ou à la scolarité. Et pourtant, la réaction du gouvernement à ces faits dramatiques récurrents est d'accroître le harcèlement dont sont victimes les Roms, comme l'a annoncé M. Valls après l'incendie de Lyon : « Ces squats, comme les campements de fortune, doivent être évacués chaque fois quand ils présentent, ici comme ailleurs, de vrais dangers. » Ce dernier déclarait déjà le 14 mars dernier à propos des expériences telles que les villages d'insertion : « Hélas, les occupants des campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de réseaux versés dans la mendicité ou la prostitution. » Cette politique conduit à ces drames humains et tente de diviser un peu plus la population. Il est plus facile pour Valls de mettre en cause la supposée culture des unEs et des autres que la politique du gouvernement auquel il appartient. Un gouvernement dont on a vu en matière de logement des annonces non suivies des faits, comme les fameuses réquisitions qui n'ont jamais eu lieu. Une politique qui, avec un ministre de l'Intérieur comme Valls, est dans la totale continuité de ses prédécesseurs, une politique des plus répressives à l'encontre des victimes de la misère qu'engendre la crise du système capitaliste, une politique qui n'a pas peur de flirter avec le racisme.

PHOTO: HÉLÈNE ROUGE / QUENTIN G

AUSTÉRITÉ ET RETRAITES

Lourdes menaces

Le 3 mai, la commission européenne a donc accepté la demande française : un délai de deux ans supplémentaires pour ramener le déficit en deçà de 3 % du PIB d'ici à 2015. Cet objectif était l'une des mesures phares du TSCG voté en septembre par la majorité PS-EÉLV...



De toute façon, chacun savait l'objectif inatteignable : dans un contexte de récession aggravée, les prévisions de déficit pour 2013 oscillent entre 3,7 et 3,9%. De plus, la rigueur à outrance imposée par la Troïka commence à toucher toute l'Europe, y compris l'Allemagne. Mais attention ! « Cela ne va pas sans contrepartie », a prévenu Van Rompuy, le président du Conseil européen. O. Rehn, le commissaire européen chargé des affaires économiques, a donc exigé de Paris une série d'engagements les plus précis possible en matière de réduction des dépenses publiques, et, surtout, de « réformes structurelles » de la part de Paris. La liste précise des exigences de Bruxelles sera publiée le 29 mai. Mais leurs grandes lignes sont déjà connues.

Les exigences de Bruxelles

Pour la Troïka, les « réformes » à réaliser se déclinent selon trois axes. Le premier consiste à accélérer la « libéralisation » du marché des biens et des services. EDF et la SNCF sont explicitement visés. L'idée de disloquer la SNCF en trois sociétés distinctes est évoquée avec insistance. Inutile de dire que dans ce cadre, le statut des cheminots, les diverses mesures de subvention du transport public voleraient en éclat. Les grandes manœuvres en cours autour de la réforme ferroviaire vont évidemment dans ce sens. La seconde direction revendiquée par Barroso and co est la dérégulation du travail. Le vote de la récente loi issue de l'ANI est saluée par Bruxelles. Mais pour la Commission, le compte n'y est pas. L'UE préconise une révision du niveau de protection des contrats temporaires et permanents, de la législation sur les licenciements, « dissuasive » selon le patronat. Enfin, il y a la question des retraites, à propos desquelles la Commission revendique « un financement pérenne ». Rehn suggère à mi-voix un relèvement à 67 ans de l'âge du départ à la retraite, actuellement de 62 ans.

La ligne de mire gouvernementale

À propos des retraites, tout le monde est prévenu : « Un effort sera nécessaire auquel devront participer tous les Français », annonce Touraine, la ministre des Affaires sociales. Effectivement, le chômage, la baisse des salaires creusent les déficits du système. Concrètement, un cocktail de mesures anti-sociales est en gestation. Est notamment évoquée en premier lieu une nouvelle augmentation de la durée de cotisation pour accéder à une retraite à taux plein. Elle est actuellement à 41 années et demi, et il serait question de l'augmenter jusqu'à 44 annuités. La désindexation des pensions de l'inflation serait aussi en gestation (la mesure a été récemment adoptée pour les retraites complémentaires).

Au-delà, des mesures « structurelles » sont en cours de discussion au sein de la commission Moreau. Celle-ci devrait rendre son rapport le mois prochain, pile pour la « conférence sociale » du 20-21 juin !

Le piège

Dans ces conditions, la prochaine « conférence sociale » gouvernement – Medef – syndicats prend une allure de mise en musique des recommandations de l'Union européenne. Cette conférence devrait être centrée sur la question des retraites. Si la faiblesse actuelle du gouvernement l'oblige à avancer avec prudence – deux mois de « concertation » sont prévus –, la direction est sans

ambiguïté. Inévitablement, celle-ci accouchera d'un train de mesures anti-sociales et le rôle de la conférence consiste exclusivement à fabriquer du consensus autour des mesures envisagées. Fort justement, Lepaon (CGT) explique que « la question des retraites nécessitera une mobilisation d'ampleur des salariés ». Mais si tel est l'objectif, n'est-il pas nécessaire de refuser la collaboration avec le gouvernement, le « dialogue social » dont on a encore vu les résultats avec l'ANI ? N'est-il pas nécessaire de refuser cette pseudo-concertation ? En tout cas, dès maintenant il est clair que la bataille qui s'ouvre sur les retraites débouchera sur un affrontement avec le gouvernement si nous voulons empêcher ce nouveau recul.

Pascal Morsu

APRÈS LE 1^{er} ET LE 5 MAI

Agir ensemble, débattre

Dans ce contexte actuel d'offensive réactionnaire, les manifestations du 1^{er} et du 5 mai ont représenté un moment important pour que s'affirme une opposition de gauche, ouvrière et populaire, au gouvernement. Et cela bien que les dirigeants de la CGT le 1^{er} Mai, ceux du Front de gauche le 5, n'aient pas voulu dire clairement qu'ils étaient dans l'opposition. Les uns comme les autres plaident pour un changement de cap et veulent faire pression sur le gouvernement.

Notre démarche politique a consisté à être partie prenante de ces mobilisations, au coude à coude avec celles et ceux qui voulaient dire leur mécontentement dans la rue tout en disant nos désaccords, nos critiques avec le Front de gauche comme avec la direction de la CGT, pour défendre notre propre orientation.

L'enjeu maintenant, alors que gouvernement et patronat lancent une nouvelle offensive sur les retraites, est de poursuivre la discussion engagée sur les moyens de préparer la riposte. Nous continuons d'articuler des propositions pour l'action avec le débat sur les perspectives pour travailler à la convergences des mécontentements

et des luttes, c'est-à-dire convaincre autour de nous, et plus largement, qu'il n'y a pas d'autre issue qu'un affrontement avec ce pouvoir, pour ne pas laisser l'initiative à la droite et surtout à l'extrême droite. Préparer l'affrontement n'est possible que si l'on se considère comme une force d'opposition qui n'a d'engagement

que vis-à-vis des travailleurs, de la population, une force d'opposition qui porte une perspective politique en rupture avec les politiques d'austérité et la dictature de la finance.

Ce n'est qu'un début, poursuivons le débat !

Nous voulons en débattre largement et publiquement dans nos syndicats et associations, avec les militants et proches du Front de gauche mais aussi avec Lutte ouvrière. Nous serons d'ailleurs présents à leur fête et participerons le dimanche 19 mai à un forum. Nous avons aussi participé le lundi 13 mai à la réunion initiée par le PCF pour construire le cadre des assises nationales du 16 juin que le Front de gauche souhaite mettre en place afin de discuter des moyens de « créer un rapport de forces populaire favorable à un changement radical de la politique suivie par ce gouvernement ». Nous sommes partie prenante, mais il est clair que nous ne pouvons y

participer que dans un cadre qui ne le corsète pas dans la perspective « d'un nouveau contrat majoritaire à gauche » selon la formule de Pierre Laurent. Nous ne pouvons non plus signer un appel avec des partis qui participent au gouvernement. Les choses ne sont pas encore ficelées et nous déciderons de notre attitude lors de notre prochaine réunion de direction nationale fin mai. Quoi qu'il en soit, nous devons nous donner les moyens de poursuivre le débat engagé. C'est à travers ce débat en lien avec les luttes et mobilisations que nous entraînerons autour de nous, convaincrons. Loin d'avoir des réticences et des réserves, des timidités politiques, nous avons toutes raisons d'être offensifs pour débattre tant vis-à-vis du Front de gauche que de Lutte ouvrière, vis-à-vis de toutes les organisations à la gauche des partis gouvernementaux et, plus largement, au sein du monde du travail et de la jeunesse. Faisons le pari qu'après ce « printemps des cons », l'été sera meilleur...

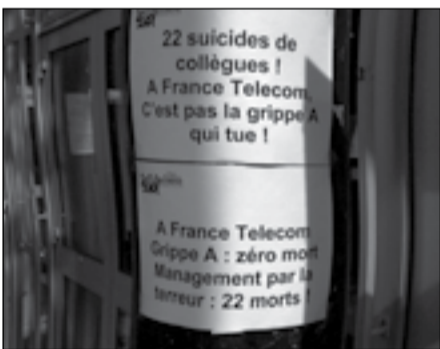
Yvan Lemaître

FRANCE TÉLÉCOM

La logique meurtrière du « business »

« En 2007, je ferai les départs d'une façon ou d'une autre, par la fenêtre ou par la porte. » C'est ainsi qu'en octobre 2006, Didier Lombard, patron à l'époque de France Télécom, avait annoncé son intention de dégraisser l'entreprise de 22 000 emplois...

Il était déjà connu pour sa déclaration ignoble sur la « mode du suicide » à France Télécom mais la transcription d'une réunion interne publiée dans le *Parisien* du 7 mai dernier confirme que l'effroyable succession de suicides à France Télécom (91 en trois ans !) n'était due ni au hasard ni à une quelconque « mode » mais à un plan délibéré de harcèlement du personnel manigancé par Lombard lui-même et les autres dirigeants de la boîte. D'après un rapport de l'Inspection du travail, France Télécom a bien « mis en œuvre des méthodes de gestion du personnel qui ont eu pour effet de fragiliser psychologiquement les salariés et de porter atteinte à leur santé physique et mentale. » En juillet dernier, trois de ses dirigeants, dont Lombard, ont été mis en examen pour « harcèlement moral ». Depuis les dernières révélations, les plaignants souhaiteraient qu'on y ajoute « mise en danger de la vie d'autrui. »



Quimper le 10 septembre 2009. Affiches placardées à l'entrée d'un site de France Télécom-Orange.

Cynique et brutal

Comme d'habitude, c'est quand les capitalistes se retrouvent entre eux qu'ils se permettent de dire tout haut ce qu'ils pensent vraiment. D'ailleurs, quand la direction a appris qu'il existait un enregistrement de la réunion, elle aurait cherché à le faire disparaître, et, les phrases les plus incriminantes ont été édulcorées dans la transcription écrite. Peine perdue, car les juges ont retrouvé la version originale en perquisitionnant le garage de la secrétaire qui en avait gardé une copie. Tout cela ne serait-il dû qu'à quelques brebis galeuses, à quelques individus particulièrement cyniques et brutaux qu'il suffirait de remplacer ? Pas si simple. Lors de la même réunion, Olivier Barberot, ex-DRH de France Télécom et co-inculpé dans cette affaire, a prononcé une des phrases les plus révélatrices : « On est dans une considération humaine mais c'est la logique business qui commande. » C'est effectivement la logique capitaliste du profit à tout prix qui est cynique et brutale, mais les Lombard, Barberot et autres dirigeants du CAC 40 sont parfaitement à l'aise et bien récompensés pour l'appliquer jusqu'au bout. C'est bien « tout » qu'il faudra changer, c'est-à-dire se débarrasser du capitalisme et de sa logique meurtrière.

Ross Harrold

À lire : *Orange stressé* d'Ivan du Roy, édition La Découverte, 2009.

La ZAD sous protection populaire

Le samedi 11 mai pourrait devenir une date décisive dans la possible victoire contre le projet de l'Ayroultport, contre la multinationale Vinci et pour faire reculer le gouvernement. La chaîne humaine s'est formée sur un parcours de 25 km afin d'encercler la ZAD avec 40 000 personnes. Les organisateurs se félicitent de ce nombre et de la mobilisation réussie.

La préfecture se rend ridicule en affirmant que la chaîne humaine n'aurait rassemblé que 12 000 militantEs avec comme argument que « la présence fréquente de discontinuités et l'utilisation occasionnelle de sacs ou de vêtements noués pour compléter la chaîne laissent penser que le chiffre de 12 000 est plus réaliste... »

Une foule dense et colorée

La chaîne humaine était dense : par endroit, la place pour étendre les bras était minime, en d'autres la chaîne a même dû se doubler, comme ont pu le constater les journalistes de l'AFP montés à bord de l'hélicoptère prévu pour permettre aux journalistes de survoler la ZAD encerclée.

Les manifestantEs, citoyenNEs, familles, agriculteurs, militantEs associatifs ou politiques, sont venuEs des quatre coins de la France mais également au-delà des frontières. La situation d'attente créée par les conclusions des différentes commissions n'a pas démobilisé les opposantEs, bien au contraire ! La possibilité de gagner a donné à cette journée son caractère à la fois déterminé et joyeux.

Du côté du NPA, les militantEs, venuEs en bon nombre accompagnés de drapeaux, d'affiches, d'autocollants... se

sont rassemblés un peu avant 13 h 30 afin de recevoir « les consignes » pour la mise en place de la chaîne. À 13 h 45, tout le monde était en place et reprenait slogans et chants qui ont animé cette partie de la chaîne. Après avoir été interviewée au point presse où se trouvait également Eva Joly, Christine Poupin est venue rejoindre la mobilisation. En résumé, une belle chaîne humaine du côté du NPA, même s'il manquait le café.

Le gouvernement doit reculer !

Le combat n'est pas fini. Il ne le sera que lorsque le gouvernement Hollande

-Ayroult aura enterré définitivement le projet. Ce sera alors la confirmation que c'est par le combat et la résistance, tous ensemble, que l'on peut gagner, constituant un point d'appui à toutes les luttes, pour l'ensemble du mouvement social, pour toutes celles et ceux qui pensent que nos vies valent plus que leurs profits.

Cette possible victoire ne peut être une fin en soi et le mouvement contre NDDL, si exemplaire qu'il soit, doit faire des petits, comme cela semble être le cas à Rouen avec l'occupation et la mise en culture d'une future zone commerciale ou

à Avignon également pour préserver la ceinture verte et peut-être bientôt dans le Gers contre la privatisation et le doublement de la RN21. La ZAD est partout ! Les habitantEs et les agriculteurEs doivent pouvoir continuer à vivre, travailler, inventer sur ces terres, en protégeant la biodiversité et les richesses naturelles, sans subir la politique d'austérité du gouvernement Hollande-Ayroult. Pour cela, le prochain rendez-vous à Notre-Dame-des-Landes se tiendra les 2, 3 et 4 août.

CorrespondantEs



De quoi s'agit-il ? D'« escroqueries en bande organisée » selon l'expression employée en juin 2011 par des éluEs locaux lors de l'audition par la commission de l'Assemblée nationale. Ils parlaient des prêts toxiques proposés, si ce n'est imposés, par les banques aux acteurs publics locaux depuis le milieu des années 90 et l'explosion du capitalisme financiarisé. Pour en savoir plus, pour en comprendre les mécanismes pervers, et pour proposer des solutions, notamment lors de la prochaine campagne municipale, il faut lire d'urgence le livre de Patrick Saurin : *Les prêts toxiques : une affaire d'État*¹.

Des taux qui explosent

Le baratin des banques aux responsables financiers des collectivités locales était le suivant : vous avez souscrit jusqu'à ce jour des emprunts à taux fixe ou à taux révisable classiques, mais on va vous faire profiter des nouveaux instruments financiers, les emprunts « structurés ». Il s'agit d'emprunts dont les taux évoluent en fonction d'indices spéculatifs dont les éventuelles conséquences sont soigneusement occultées...

Pour décider l'emprunteur, les banques proposent une première période de 3 à 5 ans avec un taux bonifié, mais dont la contrepartie est un risque très important pour la période qui suit, souvent supérieure à 20 ans. Deux exemples précis sont donnés en annexe du livre. La ville de Nice a souscrit un emprunt à 15 ans au taux initial de 3,99%, transformé en emprunt structuré indexé sur le taux de change du franc suisse, ce qui donne en août 2012 un taux de 15,5%. La ville de Saint-Germain-en-Laye a converti un emprunt à 30 ans à 5,1% en emprunt structuré, également indexé sur le taux de change du franc suisse (mais avec une formule plus avantageuse pour la banque) qui aboutit à un taux de 38,39% !

La malhonnêteté apparaît même clairement chez Dexia qui intitule TOFIX un type de prêt à taux variable... Et quand les collectivités s'aperçoivent de leur erreur et veulent sortir de ces emprunts structurés, elles se retrouvent bloquées par des pénalités de sortie parfois supérieures au capital restant dû.

COLLECTIVITÉS LOCALES Des finances toxiques

Après la date limite du 19 juin 2013, il sera plus difficile pour les acteurs publics locaux (collectivités locales, hôpitaux publics, offices de HLM,...) d'engager des actions en justice contre les banques leur ayant fait signer des contrats d'emprunts toxiques.

Les banques en profitent

Se pose alors la question de la responsabilité des différents acteurs, dont les titres des six paragraphes donnent le contenu. Les éluEs : entre crédulité, incompetence et turpitude. Le trésorier-payeur général : démuni. Le préfet : pas informé. La chambre régionale des comptes : en difficulté. L'État et ses services : aux abonnés absents. Les banques : à la manœuvre.

Surtout les banques. Et pas seulement Dexia, en principe « la » banque des collectivités locales, et le précurseur dans ces emprunts structurés, mais aussi toutes les autres : le Crédit agricole, le Crédit lyonnais, les caisses d'épargne, et même des banques étrangères : JP Morgan ou Royal Bank of Scotland.

Et pour s'en prendre aux banques, on ne peut pas compter sur ce gouvernement, comme on vient de le voir avec la récente loi de séparation des activités bancaires qui n'isole que 1% d'activités spéculatives, ou avec le récent rapport de l'Inspection générale des finances sur les emprunts toxiques qui exonère largement les banques de leur responsabilité.

Alors que faire ?

Dans l'immédiat, les citoyenNEs peuvent demander aux éluEs et responsables qu'ils fassent toute la lumière sur la situation de la collectivité publique dont ils ont la responsabilité. En cas de refus de

leur part, ils peuvent saisir la CADA (Commission d'accès aux documents administratifs) en fonction d'une disposition qui autorise à tout citoyenNE l'accès aux documents financiers des collectivités.

Ils peuvent également agir collectivement et participer au CAC (Collectif pour un audit citoyen de la dette publique) en utilisant deux annexes pratiques détaillées du livre. Comment auditer sa collectivité ? Comment auditer son hôpital public ? Quelques actions en justice ont déjà abouti à des décisions favorables aux collectivités.

Aujourd'hui, on peut faire ce constat sans appel : toutes les banques ont commercialisé des emprunts toxiques, se sont livrées à la spéculation, et ont favorisé la fraude fiscale, notamment à travers les paradis fiscaux. Pour mettre un terme à ces pratiques, il faut revendiquer dès maintenant la socialisation de l'ensemble du secteur financier.

Jacques Cherbourg

1. Éditions Demopolis, mai 2013, 268 pages, 15 euros. Patrick Saurin est membre de l'exécutif national de SUD BPCE, du CADTM et du CAC.



SYRIE Un accord impérialiste, une révolution populaire orpheline

Par ses implications géopolitiques régionales, la situation syrienne a « désorienté » plus d'une fraction de la gauche internationale, dont une partie a pris fait et cause en faveur d'une dictature meurtrière et contre un peuple qui se fait massacrer au quotidien.

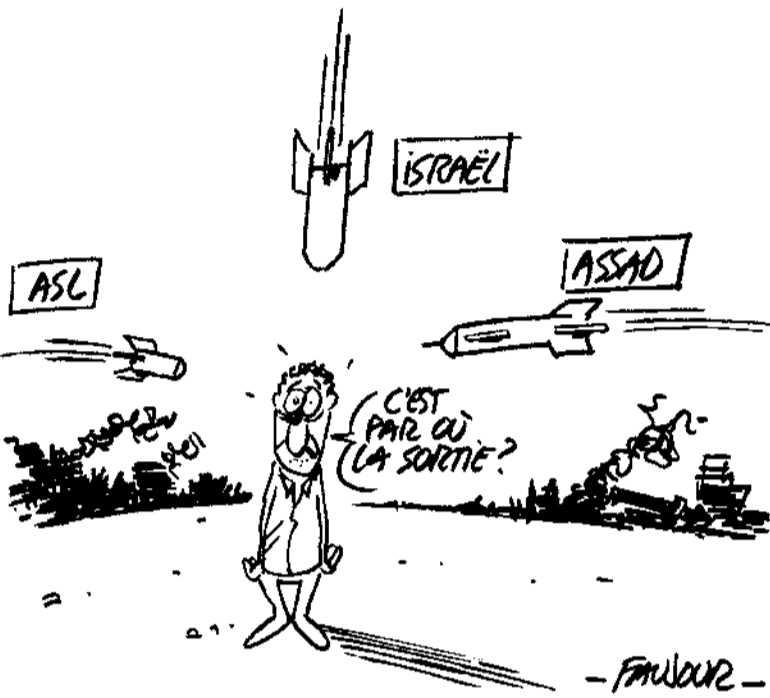
Le dernier en date, contre des dizaines de civils de la ville côtière Baniyas, date du 4 mai, mais est quasiment passé inaperçu en raison des raids israéliens contre des positions de l'armée gouvernementale à Damas les 4 et 5 mai. La riposte du régime à ces raids s'est limitée, comme d'habitude, à une déclaration : le régime se réserve le droit de répondre en temps et lieu voulu.

Parmi les objectifs de ces raids israéliens, la volonté de l'État sioniste de détruire – ou d'affaiblir – les capacités militaires du pays, pour que le prochain régime, quel qu'il soit, soit très faible militairement et économiquement et ne constitue plus une menace. Ces raids enjoignent aussi au régime de ne pas livrer d'armes stratégiques au Hezbollah, le secrétaire général de ce dernier ayant annoncé dans un discours le 30 avril son soutien absolu au régime de Bachar El-Assad. Curieusement on n'a pas enregistré de contestation israélienne ou occidentale de son engagement militaire au côté de l'armée et des milices de la dictature, notamment aux environs de Homs où ces dernières remportent depuis un mois des victoires militaires importantes contre les forces populaires révolutionnaires armées.

Jeu des puissances

Dans ce contexte s'est tenue la rencontre de Moscou entre les deux administrations russe et américaine. Les deux plus grandes puissances impérialistes se sont finalement accordées le 7 mai pour « trouver une solution politique au conflit » et organiser « au plus vite une

LA SYRIE DANS L'IMPASSE



conférence internationale sur la Syrie» en «encourageant le gouvernement syrien et les groupes d'opposition à trouver une solution politique», sans poser en préalable le départ d'Assad. John Kerry a toutefois déclaré le lendemain que Bachar El-Assad n'a pas sa place dans «le gouvernement de transition». Le sort du dictateur reste flou, mais son départ ne conditionne plus les négociations. Hormis cela, le nouvel accord n'apporte rien de nouveau par rapport au plan de Genève de juin 2012, sinon 30 000 morts supplémentaires.

Pourquoi cet accord maintenant? Ce n'est certainement pas le massacre du peuple syrien depuis plus de deux ans, car le ministre d'État américain a précisé que «les États-Unis pensent que nous partageons des intérêts très importants sur la Syrie, notamment la stabilité dans la région et le fait de ne pas avoir d'extrémistes qui créent des problèmes dans la région et ailleurs». Effectivement, la victoire de la révolution populaire aura certainement des percussions stratégiques sur le devenir des révolutions en cours dans la région et surtout sur les pays du

Golfe alliés de l'impérialisme américain. Cela explique qu'aucune aide réelle n'ait été apportée pour la victoire de cette révolution, tandis que les pétromonarchies n'ont aidé que les groupes islamistes minoritaires et réactionnaires.

Une opposition isolée

L'annonce de l'accord russo-américain a eu un effet déstructurant sur l'opposition politique syrienne. Celle-ci est, pour une partie d'entre elle, liée à l'Occident et aux pétromonarchies – le Conseil national syrien et la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition, deux formations dominées par les Frères musulmans et ses alliés – et pour l'autre liée aux Russes – le Comité de coordination national des forces du changement démocratique. Entre les deux oscille une myriade de groupes libéraux et de gauche stalinien, qui tentent de trouver un espace dans le jeu politique, notamment l'écrivain Michel Kilo qui a tenu un congrès au Caire les 11 et 12 mai annonçant la création de l'Union des démocrates syriens. Il a proposé de s'intégrer à la Coalition nationale en échange de 25 sièges en son sein, un moment politique où l'opposition aura montré encore ses limites et son réel isolement du peuple. Le temps social est autre. La résistance armée s'est retirée de quelques villages de Homs mais elle a avancé au nord et à l'est du pays. Les couches populaires créent de plus en plus leurs organes d'auto-administration par en bas. Les manifestations populaires continuent malgré la destruction et les bombardements. Le peuple révolté pour la liberté, l'égalité et la justice sociale, sait par expérience et conscience que le prix à payer dans le cas – impensable – du maintien du régime d'Assad, serait beaucoup plus élevé que son renversement. Il lui incombe de l'abattre. La révolution continue.

Gayath Naisse

ALLEMAGNE

L'horreur néonazie en procès

Cette semaine verra la reprise à Munich de l'un des procès les plus spectaculaires de l'Allemagne contemporaine. Une douzaine de néonazis, dont quatre comparaissent détenus, sont accusés d'avoir soutenu une cellule terroriste baptisée «Nationalsozialistischer Untergrund» (Clandestinité national-socialiste).

L'accusée principale, Beate Zschäpe, est considérée par l'accusation comme le seul membre survivant de ce groupuscule armé néonazi, alors que les deux autres activistes reconnus comme membres, Uwe Mundlos et Uwe Böhnhardt, se sont suicidés le 4 novembre 2011 à Eisenach. Le NSU, dont on peut toutefois supposer qu'il comportait d'autres membres, est rendu responsable de la plus longue série de crimes fascistes de la dernière période historique. De 2000 à 2007, il a au moins assassiné neuf commerçants d'origine immigrée, posé deux bombes dans des commerces ou des rues marqués par l'immigration, et tué une fonctionnaire de police... fort probablement parce qu'elle en savait un peu trop sur les contacts néonazis de certains de ses collègues.

L'État impliqué

Outre la condamnation d'individus responsables de crimes atroces, le principal intérêt du procès réside dans les révélations qui l'accompagnent. Même les médias bourgeois ne dissimulent plus le fait que le noyau dur du groupe néonazi, officiellement dans la clandestinité pendant 14 ans et disposant d'un réseau de soutien, a été largement couvert par les services étatiques, et notamment par la police politique du pays, officiellement dénommée VfS (Office de protection de la Constitution).

Un fonctionnaire permanent du VfS, un certain Andreas Temme, se trouvait à l'intérieur du cybercafé dont le gérant fut assassiné par le NSU en avril 2006 à Kassel. Selon ses données de connexion, il était officiellement en ligne jusqu'à 40 secondes avant la découverte du cadavre. Or, le VfS refusa qu'il soit interrogé par la police judiciaire. Les offices régionaux et fédéral du VfS ont détruit entre 300 et 400 dossiers nominatifs entre novembre 2011 (date de la découverte du NSU et du suicide des «deux Uwe») et juillet 2012...

Les antifascistes aimeraient bien en savoir davantage sur l'implication de certains services de l'État, historiquement créés par d'anciens nazis et toujours considérés avant tout comme des instruments de lutte contre «le communisme». Or, il est improbable que les maîtres de la procédure judiciaire veuillent élucider la totalité de ces aspects.

Bertold du Ryon

RUSSIE L'opposition face à la réaction

Ce 6 mai, plus de 30 000 Moscovites ont participé à une nouvelle action de contestation. Celle-ci a révélé à la fois le mécontentement massif qui continue d'animer la société et le désarroi de celle-ci face aux nouveaux défis lancés au mouvement d'opposition par le gouvernement.

Ily a tout juste un an, à la veille de l'entrée en vigueur du troisième mandat présidentiel de Vladimir Poutine, une «marche des millions» a été organisée par l'opposition à Moscou. Elle s'était conclue par des violences policières sans précédent. À la fin de cette manifestation qui rassemblait des dizaines de milliers de personnes dans le centre-ville, la police avait de façon inattendue barré l'accès à la place Bolotnaïa où devait avoir lieu le rassemblement, et commencé à cogner brutalement, faisant des dizaines de blessés. Aujourd'hui, il ne fait aucun doute que ces événements étaient planifiés par les autorités dans le but de donner une leçon sanglante au mouvement qui s'était développé de façon soudaine en Russie. Durant l'année écoulée, un procès politique au motif de «troubles massifs de l'ordre public» a été monté. Aussi bien des citoyens lambda que des figures publiques de l'opposition ont ainsi été arrêtés et ouvertement accusés de fomenter un complot antigouvernemental. Tout récemment, le 28 avril, le 27^e accusé dans cette affaire,

Alexeï Gaskarov, a été arrêté. Gaskarov était l'un des représentants de la gauche radicale les plus connus du mouvement et de facto le seul «porte-parole» du mouvement antifasciste. Alexeï compte parmi les quelques représentants de la gauche russe qui font tout pour faire entendre aux manifestants une position alternative à celle des leaders libéraux.

Cette arrestation confirme s'il le fallait que les autorités voient en l'opposition de gauche un grand danger et tentent de neutraliser ses leaders les plus en vue, en premier lieu Sergueï Oudaltsov et maintenant Alekseï Gaskarov.

Stratégie pour le mouvement

Par ailleurs, le meeting qui a eu lieu la semaine dernière, malgré son ampleur, a mis en lumière l'absence de stratégie claire à proposer au mouvement. Une partie des orateurs, parmi lesquels Alexeï Navalnyi, se sont contentés d'appeler la foule à ne pas perdre espoir et à participer à de nouvelles actions. Les autres ont parlé des

élections locales à venir et de la nécessité de soutenir les «forces démocratiques». Seuls les représentants du Mouvement socialiste de Russie (RSD) et du «Front de Gauche» qui ont pu prendre la parole ont évoqué la nécessité d'unifier les revendications démocratiques et sociales. Dans une lettre qu'il avait pu transmettre par le biais de son avocat et qui a été lue sur la scène, Sergueï Oudaltsov a évoqué la perspective d'une grève générale politique.

Bien qu'il soit pertinent d'un point de vue stratégique, cet appel apparaît complètement irréaliste dans la situation actuelle. Le mouvement de contestation connaît une période de tassement, même à Moscou. D'un côté, ils et elles sont de moins en moins nombreux à vouloir prendre la rue. Mais de l'autre, le mécontentement vis-à-vis des politiques du gouvernement va croissant dans les couches les plus larges de la société. Sur fond d'une situation économique qui se dégrade, la stratégie de confrontation et de répression choisie par le gouvernement de Poutine peut mener à une nouvelle vague de protestations massives dans les délais les plus courts. C'est pour cela qu'il est tellement important pour la gauche russe de tenir bon face aux arrestations qui s'enchaînent.

De Moscou, Ilya Boudraïtskis

Traduit du russe par Matilde Dugaucquier

Combattre le F-Haine

Porté par le « printemps français », le Front national semble se contenter d'accompagner le mouvement réactionnaire qui depuis deux mois

pollue nos places. Engrangeant dans l'ombre les gains d'un mécontentement profond, il espère ainsi rafler la mise par des succès aux prochaines élections municipales. Les anticapitalistes

doivent être aux avant-postes du combat contre ce parti qui, depuis 40 ans, porte le centre de gravité du débat politique vers une société sécuritaire, nationaliste et raciste.



Le changement... dans la continuité

Connaître ses traditions, pouvoir les expliquer et les défendre : l'extrême droite dans son ensemble se reconnaît sans doute dans ces propos. Mais son principal parti français, le FN, applique très peu cette maxime quant à ses propres symboles.

Depuis sa fondation en octobre 1972, le Front national utilise comme symbole une flamme tricolore, sans en expliquer l'origine qui remonte à l'immédiat après-Seconde Guerre mondiale. À l'époque, ce symbole est vert, blanc et rouge, couleurs de l'Italie. Il représente alors, pour les néofascistes italiens et les nostalgiques du « Duce », l'âme de Benito Mussolini qui quitterait le cercueil du dictateur fasciste pour s'en aller vers le ciel.

L'influence italienne

Le MSI, « Mouvement social italien », principal parti néofasciste entre 1947 et 1995 (année de sa transformation en « Alliance nationale »), en avait fait son emblème. C'est lui qui l'a légué au FN français, qu'il avait très largement aidé à fonder au début des années 1970, les émissaires du MSI assistant à la création du nouveau parti. À l'époque, le FN encore groupusculaire a surtout pour vocation de rassembler les générations de militants d'extrême droite passés par diverses expériences historiques : la collaboration avec les

nazis (le dirigeant Victor Barthélémy vient du PPF, parti pro-nazi de Jacques Doriot, et de la LVF), la lutte contre l'épuration après 1944, l'activisme pendant les guerres coloniales, puis

l'OAS. À l'époque, pas de tabou sur l'histoire des uns et des autres : François Duprat, dirigeant de premier plan du FN (tué dans un attentat en 1978, probablement suite à des luttes internes à l'extrême droite), s'autoproclame « spécialiste des mouvements fascistes » dont il entend s'inspirer et auxquels il consacre plusieurs livres.

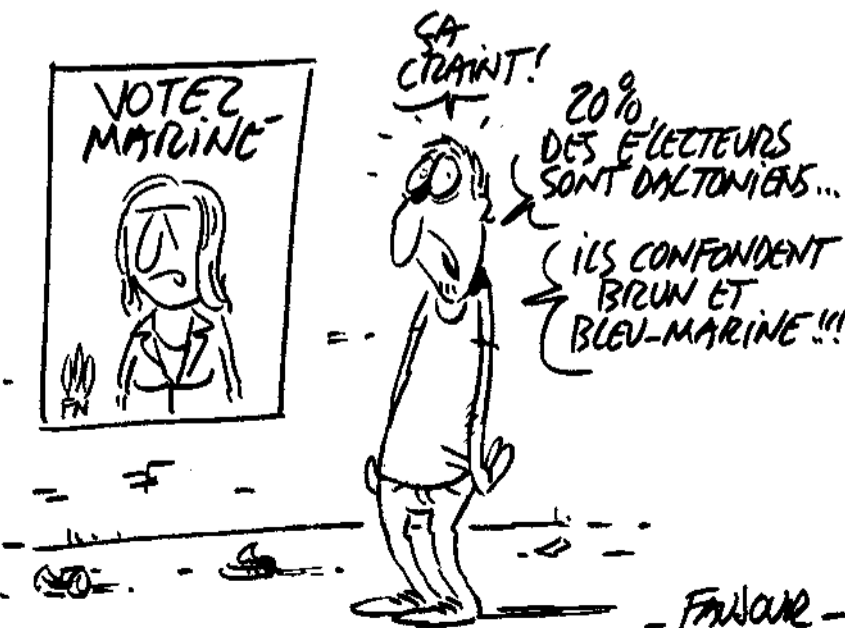
Si les origines fascistes du FN ne font ainsi peu de doutes, le parti ne revendiquera pas, pendant la majeure partie de son existence, une telle filiation. Au contraire, il la réfute nettement depuis 30 ans, au moins officiellement. Devenu un parti électoralement influent à partir de 1982 (Dreux) et 1984 (européennes), le FN aurait été gêné par une affirmation contraire. Par ailleurs, suite à sa percée électorale, il concentre sa stratégie d'abord sur la sphère parlementaire, les votants venant à l'époque souvent de la droite classique.

Ainsi, le FN se comporte davantage comme un parti institutionnel et électoraliste qu'un parti-mouvement de type fasciste, tout en exploitant un fond de commerce électoral constitué par le racisme anti-immigrés.

Entre le national et le social

Au début des années 1990, les stratèges du parti font le pari qu'avec l'URSS, le marxisme est mort et que le FN doit en conséquence occuper la place de l'opposition « anti-système ». Il renoue alors avec des traits caractéristiques de certains mouvements fascistes historiques, et cherche alors à créer une « synthèse entre le national et le social », à attirer également les sympathies d'une frange des couches populaires, à créer des structures d'embrigadement en dehors des institutions de l'État bourgeois. Des embryons de telles structures commencent à voir le jour : « syndicats » FN à partir de 1995 (interdits par la justice en 1998), « FN locataires » dans les HLM en 1996, alors qu'un service d'ordre paramilitaire se développe avec le DPS qui fait l'objet d'une enquête parlementaire en 1999. Cependant, ce travail de construction en dehors de la sphère purement électorale est de fait interrompu par la scission entre Le Pen et Mégret en 1999. Le FN « maintenu » autour de son vieux chef se recroqueville sur sa boutique électoraliste, et ce n'est qu'avec l'ascension de Marine Le Pen à la présidence du FN le 16 janvier 2011 que le parti tentera à nouveau de se présenter comme une sorte de « mouvement social » de type droitier. La démagogie sociale est à nouveau renforcée, mais Marine Le Pen veut éviter davantage que son père de faire apparaître l'héritage fasciste de ses recettes « nationales et sociales ».

Bertold du Ryon (commission nationale antifasciste du NPA)



Mains sales et tête basse

L'actualité récente autour du FN et des démagogues et celles dans lesquelles a fait l'objet d'une déclaration de Visa

Visa ou « Vigilance et initiatives syndicales antifascistes » (www.visa-isa.org) est une structure née en 2000 et composée de militants syndicalistes dans le but de déconstruire le discours pseudo-social de l'extrême droite et au combat antifasciste. Sa déclaration à ce sujet a été distribuée par tracts dans plusieurs manifestations début mai. Sous le titre volontairement ironique « *Affaire Cahuzac: Le Front national doit se taire car il n'est pas blanc!* », l'association développe : « *Le FN tente de profiter du scandale Cahuzac en s'affichant comme un parti n'ayant jamais eu les mains sales. Pourtant, des élus du FN ont (...) trempé dans des affaires financières plus que douteuses, et la gestion des mairies qu'ils ont occupées à partir de 1995 s'est avérée calamiteuse (...)* D'autre part, Philippe Péninque, l'avocat qui a ouvert en Suisse le compte bancaire de Jérôme Cahuzac, a toujours été influent au sein du FN ».

Fric et scandales

À propos du rôle de Péninque, l'association précise que « *ce n'est pas n'importe qui au sein du FN: c'est lui qui avait procédé à l'audit du parti lors de la scission Mégret-Le Pen (en 1998-99 NDLR). Passé par Assas, c'est un ancien responsable du GUD (Groupe union-défense NDLR), groupe étudiant d'extrême droite connu pour sa violence. Il est au centre du "GUD business", un ensemble*

Comment s'organiser contre le Front national et les groupes fascistes

Retour sur l'expérience de Ras l'front

1990 : l'heure de la contre-offensive est venue ! On dit souvent que l'histoire ne se répète jamais à l'identique, mais qu'elle bégaye parfois. C'est ce que l'on ressent en relisant, vingt-trois ans après, l'appel des 250 personnalités lancé en mai 1990 contre le Front national...

N'en citons que deux extraits, le début et la phrase de fin : « La montée en puissance d'un parti fascisant et raciste met la France à l'heure de tous les périls. Ses avancées sont faites de nos reculs. Il faut, pour commencer, avoir le simple courage de nommer les choses et les gens. Quelles qu'en soient les conséquences judiciaires, nous affirmons ici que Le Pen, en filiation directe avec l'idéologie nazie, est un fasciste et un raciste. »

Cet appel connaît un grand succès. Il est rapidement signé par d'anciens résistants, d'anciens porteurs de valises, des intellectuels prestigieux, des syndicalistes, des sportifs, de gens du spectacle, toutes tendances de gauche confondues. Intéressant, il réunissait tout autant d'anciens résistants ayant souffert dans leur chair les horreurs du nazisme et des camps de concentration, et des militants anti-



colonialistes, « porteurs de valises » qui avaient soutenu la guerre de libération nationale algérienne et combattu l'OAS, Bigeard, ses tortionnaires (tel Jean-Marie Le Pen qui se vante encore aujourd'hui des tortures auxquelles il s'était livré). Il réunissait enfin des participants de Mai 68 qui avaient longtemps combattu les groupes royalistes et fascistes tel Occident dont le slogan « fusillez Jean-Paul Sartre » résonnait encore dans les mémoires.

Naissance et activité du réseau

C'est à partir de cet appel que fut lancé le réseau Ras l'front. Très vite des comités se créent dans toute la France (jusqu'à 250), puis se fédèrent et se dotent d'un outil indispensable pour organiser la contre-offensive au Front national, le journal mensuel *Ras l'front*. Le combat idéologique y a une grande place, et de nombreuses initiatives culturelles en émergent : salons du livre

antifasciste, Jazz contre le FN et d'innombrables réunions publiques et fêtes antifascistes. Rapidement, le journal devient un outil de confrontation directe avec le FN. La seule présence des militants de Ras l'front, vendant leur journal en face du Front national sur les marchés, permet l'élargissement du rejet par la population. Le choix était clair, soit prendre les tracts diffusés par les fachos, soit prendre celui des antifascistes et acheter leur journal. L'énumération des actions et des mobilisations antifascistes à l'initiative de Ras l'front mériteraient à elles seules tout un livre, c'est pourquoi nous n'en citerons ici que quelques-unes. En 1997, la manifestation contre le congrès du FN à Strasbourg réunit plus de 50000 manifestants venus de toute la France, le plus souvent dans des cadres unitaires. A l'occasion du défilé annuel du FN lors du 1^{er} mai 1995, deux banderoles antifascistes sont déployées place de l'Opéra au moment même où se tenait le meeting de Jean-Marie Le Pen.

Même s'il était la composante la plus importante du combat antifasciste, Ras l'front n'en était pas la seule. Pour ne citer que les plus emblématiques, parlons du réseau SCALP-Réflex et No Pasaran, où se retrouvaient essentiellement des militants de sensibilité libertaire et autonome. Le cas des FTP est lui un peu particulier : ce groupe reprenant l'acronyme des « Francs tireurs partisans » revendiqua plusieurs actions de sabotage à l'explosif contre des locaux du Front national.

Alain Pojolat

Repères chronologiques

Octobre 1972 Fondation du FN.

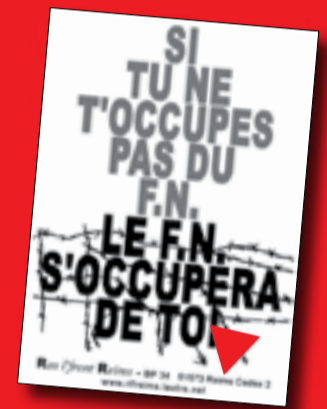
Mars 1982 Première percée électorale du FN. Lors des cantonales, son candidat obtient plus de 12% des suffrages à Dreux.

17 juin 1984 10 élus frontistes font leur entrée au Parlement européen suite aux élections européennes où le FN obtient près de 11% des voix.

Décembre 1998 – janvier 1999 Scission du FN : Bruno Mégret quitte le parti pour fonder l'année suivante le Mouvement national républicain (MNR). Avec lui, partent 50% des élus frontistes et 40% des secrétaires départementaux.

21 avril 2002 Jean-Marie Le Pen accède au second tour de l'élection présidentielle face à Jacques Chirac.

16 janvier 2011 Ascension de Marine Le Pen à la présidence du FN.



es sse

« affaires », celles qu'il a dénoncées... lesquelles il est lui-même impliquées, fin avril 2013.

d'entreprises fondées par des anciens militants (...). Dans les années 1980, Péninque, Cahuzac et le "GUD Business" avaient même spéculé sur des mines au Pérou... Ensuite, Péninque a pris en charge le dossier financier du FN, après les élections de 2007 qui laissent le parti avec 8 millions de dettes (...). Philippe Péninque est en outre un proche de Marine Le Pen.

Sur les scandales dans les mairies gérées par le FN (Toulon, Marignane et Orange à partir de 1995 et Vitrolles à partir de 1997), Visa précise : « L'ancien député-maire FN de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier, élu en 1997 (en tant que député à l'Assemblée nationale, deux ans après avoir pris la mairie NDLR), a été déclaré inéligible un an plus tard pour une triple infraction sur la législation sur le financement électoral. En 2001, il est également condamné à un an de prison avec sursis pour une affaire d'emploi fictif (...). Quant à l'ancienne maire FN de Vitrolles, Catherine Mégret, passée plus tard au MNR, il est rappelé qu'elle « a été condamnée pour détournement de fonds publics. En 2002, le rapport de la Cour régionale de comptes avait pointé ces malversations : 75000 euros de frais postaux sur le budget municipal pour envoi de courriers aux 36000 maires de France afin qu'ils parrainent Bruno Mégret à la présidentielle... »

B. R.

Vers une riposte antifasciste contre le FN

En 2002, des centaines de milliers de personnes ont manifesté contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Dix ans après, alors que sa fille obtient 6,4 millions de voix (soit un million de plus qu'en 2002), il n'y a aucune expression massive de protestation. En 2002, Chirac était présenté comme le meilleur rempart au FN. Dix ans après, les élus de l'UMP paraded au côté de ceux du FN contre le droit au mariage pour les couples de même sexe...

La séquence de ces derniers mois sonne pourtant comme un rappel à l'ordre : si nous ne ripostons pas, l'extrême droite se développera. Nous ne sommes pas condamnés à être spectateurs du développement des manifestations réactionnaires, du regroupement des groupes radicaux au sein du « Printemps français », des parades des groupes néonazis comme celle du 12 mai dans les rues de Paris, des agressions répétées contre les couples homos, les militants, les bars gays, les mosquées.

Si l'entreprise de dédramatisation du FN a fonctionné au point qu'il soit aujourd'hui

intégré au paysage politique institutionnel, les « manif pour tous » de ces derniers mois et la résurgence des agressions fascistes ont relancé à une échelle large les discussions sur le danger de l'extrême droite et la place du FN dans ce processus.

Respectable, le FN ?

Cette dernière séquence met paradoxalement le FN face à ses propres contradictions : maintenir une façade de respectabilité tout en prenant en compte la radicalisation qui s'est exprimée dans la rue. Ainsi, tandis que Marine Le Pen annonce les nombreuses

adhésions au FN et la constitution de 350 listes pour la campagne électorale des municipales, Marion Maréchal Le Pen, du haut de la tribune de l'Assemblée nationale, appelle « la France qui s'est levée à poursuivre le combat sur d'autres sujets ». C'est dans ce contexte que la manifestation du 1^{er} mai du FN n'a pas été nettoyée des manifestants radicaux comme les autres années. C'est dans ce contexte également que le travail inlassable des militants antifascistes de Reflex, cherchant à démontrer que le FN est toujours un parti dangereux, a été mis en lumière médiatiquement : Marion Maréchal Le Pen prise en photo avec un Baptiste Coquelle, qui aime faire des saluts nazis avec ses amis, accointances de Marine Le Pen avec Chatillon, Péninque, Loustau, anciens militants non repentis du GUD, etc.

Décidément, non, le FN, n'est pas un parti comme les autres. Non seulement les thématiques développées en permanence par ce parti (racisme, nationalisme, culte du chef, etc.) sont réactionnaires, mais elles n'ont pour but que de construire une adhésion de masse autour d'un projet visant à détruire les formes démocratiques de la société civile.



PHOTO: ROUGE / JMB

Plus jamais ça !

Il nous faut donc reconstruire un mouvement antifasciste qui s'oppose au FN et autres groupes radicaux fascistes : il n'y a pas de démocratie possible pour les ennemis de la démocratie !

Des collectifs antifascistes existent ou se créent sur les quartiers et les facs. Dans les lieux de travail, le réseau de syndicalistes organisés dans Visa fait un travail permanent en direction des salariéEs de déconstruction du discours du FN. L'ensemble se coordonne depuis quelques mois dans une coordination nationale contre l'extrême droite (la Conex) dont l'appel fondateur est disponible sur internet. Mi-juin, une nouvelle réunion a pour objectif d'établir un matériel national et une campagne commune contre toutes les listes du FN et autres groupes d'extrême droite aux élections municipales.

Nous combattons le FN par tous les moyens nécessaires : lorsque Marine Le Pen a voulu lancer sa campagne municipale à Toulouse le 14 avril, le collectif de vigilance contre l'extrême droite (CVED 31) a organisé une diffusion de tracts et une conférence de presse contre sa venue. Lorsque le FN a fait son rassemblement traditionnel le 1^{er} mai à Paris, le collectif antifasciste Paris Banlieue (Capab) a initié une manifestation contre lui et en hommage à Brahim Bouarram, jeté à la Seine en 1995 par des participants au défilé du FN. Le 4 mai à Tours, des rencontres unitaires antifascistes ont permis de déconstruire le prétendu discours social du FN. Le 9 mai à Rennes, des militants antifascistes ont réussi à empêcher la tenue d'un rassemblement d'extrême droite. C'est d'un mouvement antifasciste massif dont nous avons besoin, incluant toutes celles et tous ceux qui veulent s'opposer à l'extrême droite dans nos quartiers, nos lieux d'étude, nos lieux de travail : impliquez-vous !

Vanina Giudicelli

les nôtres



Denis Berger

Denis Berger est décédé en ce mois de mai 2013. Né en 1932, il a été un militant qui a compté dans le développement en France de la crise du stalinisme.

Il adhéra au PCI, l'organisation trotskiste, en 1950, et mena ensuite de façon indépendante une activité au sein du PCF. Après la révolution hongroise de 1956 et le vote honteux des députés du PCF en faveur des pouvoirs spéciaux en Algérie au gouvernement de la SFIO, Denis Berger fut l'un des principaux animateurs de la Voie Communiste. Ce fut l'un des premiers regroupements oppositionnels au sein du PCF à expression publique qui marqua par les militants qu'il influença, principalement parmi les intellectuels. Engagement par la preuve militante, Denis Berger et ses camarades de la Voie Communiste apportèrent un soutien pratique au FLN. On se souviendra de leur action audacieuse permettant l'évasion de six femmes du réseau Jeanson de la prison de la Roquette en février 1961. La crise des étudiants communistes prit le relais de ces premières différenciations et l'engagement de Denis Berger se prolongea. Il fut un militant actif du Comité Vietnam national et du Tribunal international Russell. Ne cessant d'être attentif aux nouvelles radicalisations du mouvement social, il prenait en compte ses conséquences sur les recompositions du mouvement ouvrier. Après avoir participé à la tendance marxiste révolutionnaire du PSU, il rejoignit un temps la LCR qu'il quitta en 1985. Il devint ensuite maître de conférences à l'université de Paris 8. Tant sa thèse consacrée au PCF que ses derniers ouvrages illustrent comment sa critique du stalinisme a toujours été associée pour lui au combat pour une idée du communisme.

La continuité entre son engagement anticolonialiste de 1960 et une position politique maintenue de critique radicale de la société capitaliste n'est pas si fréquente. Par delà des itinéraires politiques qui se sont croisés et décroisés, Denis Berger était un camarade. Que sa compagne Michèle Riot-Sarcey, militante et historienne du féminisme, reçoive l'expression de notre sympathie. **Jean-Claude Vessillier et Alain Krivine**

Au moment du bouclage de ce journal, nous avons appris la disparition de notre camarade Jean-Michel Krivine. Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

G7 Cap sur la casse sociale

Vendredi 10 et samedi 11 mai, près de Londres, la réunion des ministres des Finances des sept principales puissances économiques de la planète – hors Chine – (G7) a marqué une fois de plus l'impuissance des dirigeants face à la prolongation de la crise économique. Outre des annonces sur l'évasion fiscale, le cap est mis sur la casse des acquis sociaux.

« Il y a encore de nombreux défis pour garantir une reprise mondiale durable », a déclaré le ministre anglais organisateur de la réunion. C'est le moins que l'on puisse dire. La croissance européenne est toujours aux abonnés absents. Cela va un peu mieux aux États-Unis mais la Chine donne des signes d'essoufflement. En Europe et aux États-Unis, les banques centrales financent les banques à un taux très bas. Mais celles-ci ne veulent pas prêter aux entreprises et aux particuliers. Et d'ailleurs, pour ce qui est des entreprises, elles n'empruntent pas, car elles n'ont aucune raison de faire repartir leurs investissements : les surcapacités de production se combinent avec la faiblesse de la demande des ménages et, en Europe surtout, avec les politiques d'austérité budgétaire. Dans leurs déclarations publiques, les États-Unis poussent l'Europe (et d'abord l'Allemagne) à mettre un peu de souplesse dans l'austérité. En fait, les dirigeants européens, y compris allemands, ont déjà commencé à bouger car l'austérité a des conséquences en chaîne : ainsi, les exportations allemandes ont commencé à reculer. Sur un an (de mars 2012 à mars 2013), elles affichent une chute de 4,2% au total, dont 7% de baisse pour celles dirigées vers la zone euro. Les deux ans de délai, accordés par la Commission européenne à la France pour revenir à un déficit budgétaire de 3% (l'échéance est reportée à 2015), témoignent de cette inflexion, mais on aurait tort de croire à une évolution positive.



Et ça continue encore et encore...

En échange, le gouvernement français va prendre des engagements sur l'accélération de la réforme des retraites, de nouvelles réformes du marché du travail, des libéralisations supplémentaires des services publics (Edf, Snctf). Pour une fois sincère, Moscovici a vendu la mèche dans une déclaration à Berlin le 7 mai : « les réformes structurelles et le redressement des comptes sont les deux faces de la même médaille ». En clair, face à la difficulté de comprimer encore plus vite les dépenses, on étale l'effort sur le budget, mais les réformes structurelles, c'est-à-dire la casse sociale, vont continuer de plus belle, voire s'accélérer pour les retraites. La France passe progressivement à la moulinette des mesures exigées par la « Troïka ». Les déclarations du week-end dernier du président de la Réserve fédérale américaine (l'équivalent de la Banque centrale européenne) constituent un autre

indice de l'impuissance face à la crise. Il a souligné que les risques de faillite dans le système financier perduraient. Du coup, la Fed s'interroge sur le fait de continuer à accorder des crédits presque sans limite, crédits qui alimentent pour une large part la spéculation. Mais arrêter, c'est aussi risquer de casser un peu plus la croissance...

Pour faire oublier son incapacité face à la crise, le G7 a beaucoup communiqué sur l'évasion fiscale. Les États-Unis et l'Australie viennent d'annoncer le lancement d'une vaste enquête internationale après avoir reçu des milliers de fichiers informatiques sur des comptes secrets dans des paradis fiscaux. On verra ce qu'il en sera effectivement : ce message a avant tout une portée politique face à des opinions publiques qui en ont assez de payer, alors que les services publics sont en détresse et que les « gros » échappent à l'impôt. **Henri Wilno**

« LICENCIEMENTS BOURSIERS »

Dissuader ou réellement interdire ?

Pour répondre à la multiplication des plans sociaux, le Front de gauche a déposé une proposition de loi « tendant à interdire les licenciements boursiers et les suppressions d'emploi abusives », proposition examinée le 16 mai à l'Assemblée nationale. Qu'en est-il de son contenu ? Ouvrons le débat¹.

Le cœur du texte est formé par les articles 1 (qui modifie la définition du licenciement économique) et 2 (sur les licenciements « abusifs sans cause économique »), les autres articles prévoyant des mesures connexes (remboursement des aides publiques, contrôle du juge sur la réalité du motif économique des restructurations, suppression de la rupture conventionnelle, notamment). Les motifs économiques de licenciement seraient limités aux difficultés économiques, aux mutations technologiques et à la cessation d'activité. La sauvegarde de compétitivité ne pourrait plus être invoquée. Dans les entreprises qui feraient des profits ou verseraient des dividendes ou des stocks options, les suppressions d'emploi ou les licenciements économiques seraient « réputés dépourvus

de cause réelle et sérieuse ». En l'état du droit actuel, ceci ne revient pourtant pas à les interdire. Un patron ne serait en effet pas empêché de licencier



mais s'exposerait aux conséquences d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse (réintégration du salarié ou versement d'une indemnité d'au moins six mois de salaire). À charge pour le salarié de saisir les prud'hommes pour contester son licenciement, au prix d'une procédure individuelle, longue et coûteuse. En outre, la réintégration ne concerne pas les salariés qui ont moins de deux ans d'ancienneté ni les boîtes de moins de onze salariés, dans ces cas, le salarié ne pourrait prétendre qu'à une indemnité appréciée par le juge. Quid également des entreprises liquidées sans repreneur ? La proposition de loi n'en parle pas.

Bouleverser le droit de propriété

Le dispositif se veut certes « volontairement restreint », comme un premier pas vers une sécurité sociale professionnelle. Mais il ne revient qu'à accroître certaines contraintes sur les entreprises (en matière de justification du licenciement essentiellement) et vise à dissuader mais pas à interdire. Certains licenciements sont pourtant déjà interdits dans le code du travail (maternité, grève...) et la rédaction est alors plus ferme (« aucun salarié ne peut être licencié... », « aucun employeur ne peut rompre le contrat

de travail... »). Ces interdictions sont assorties de sanctions pénales (le patron qui les viole est donc un délinquant), et emportent en cas de contestation devant les prud'hommes la nullité du licenciement.

Si un tel choix a été fait, c'est que la proposition de loi « n'a pas vocation à mettre à mal le nécessaire équilibre entre le droit d'obtenir un emploi et de le conserver, et la liberté d'entreprendre ». Là est peut-être le désaccord.

L'interdiction des licenciements n'est-elle qu'affaire de balance entre les droits des salariés et ceux des patrons, réductible à un débat au sein d'un Parlement qui vient de légaliser l'ANI du 11 janvier 2013 ? Ou est-elle, comme le conçoit le NPA, l'expression des besoins des travailleurs, l'instrument d'un bouleversement des rapports de classe et du droit de propriété, et la première mesure que prendrait un gouvernement des travailleurs ? Ce qui nécessiterait bien plus qu'un amendement du droit existant...

Julien Lanoli

1. Pour une critique de la notion de licenciement boursier, voir l'article de Claude Jacquin, *Les licenciements boursiers n'existent pas* (décembre 2011) sur le site du Monde diplomatique.

DROIT DE VOTE DES ÉTRANGERS Vrais enjeux pour l'égalité

Les hésitations actuelles de François Hollande et du gouvernement au sujet du droit de vote et d'éligibilité des « résidentEs non-communautaires aux élections locales » à partir de 2014 soulignent surtout leur manque de volonté de porter la question plus globale de l'égalité des droits sur la scène politique.

Depuis plus de trente ans, les gouvernements successifs du PS comme de droite n'ont fait que durcir les lois concernant l'immigration, la liberté de circulation et d'installation pour les personnes immigrées issues des classes populaires. De manière symétrique, la liberté de circulation des capitaux et des capitalistes n'a jamais été aussi facilitée. Porter la question de l'égalité des droits impliquerait de mettre à plat la politique sécuritaire de l'État. Cette fonction sécuritaire demeure une des dernières fonctions qui soit assumable par l'État, parmi celles dites « régaliennes ». Parmi ses autres fonctions, l'État ne peut plus faire illusion, notamment sur le plan économique : les politiques d'austérité concédées au patronat et à la finance finissent de démontrer son assujettissement au pouvoir des capitalistes. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'éternelle promesse concernant le « droit de vote des étrangers » demeure à l'état de



promesse. Il est bien utile à la classe dirigeante de ne pas toucher à ce qui caractérise un racisme d'État.

Participer aux décisions

Il y a cependant un niveau de discussion auquel la classe dirigeante consent : la subtile différence de traitement entre étrangers communautaires et non communautaires.

Rappelons que les immigrés non communautaires représentent une partie de la population la plus exploitée. Ils n'ont même pas accès à ce qu'il reste du droit du travail en France et en Europe. Mais cette différenciation est un miroir aux alouettes, un gage de bonne conscience, car même les étrangers communautaires ne disposent pas

de droits essentiels ! C'est pourquoi nous exigeons l'arrêt des expulsions de ressortissants roms (pourtant européens) et des sans-papiers qui n'ont fait que s'accroître depuis un an. Régularisation de toutes les sans-papiers !

Le NPA est signataire de la plateforme « Droit de vote 2014 » (soutenue par 161 organisations), parce qu'il nous paraît essentiel de construire une mobilisation large sur la question de l'égalité des droits (cf. *Tout est à nous* ! n° 193). À Lille, un collectif Droit de vote existe depuis quelques semaines et le NPA y est engagé depuis le début. Cette plateforme représente selon nous un accord politique minimal entre nos nombreuses organisations. Nous pensons qu'il faudra que nous dépassions la question du droit de vote aux élections locales, pour ne pas nous laisser enfermer dans une illusion démocratique et institutionnelle. Nous revendiquons pour toutes le droit de participer collectivement aux décisions au sens large. Le droit de vote n'en représente qu'une composante. La vraie démocratie résulte d'un processus d'émancipation où chacun et chacune s'invite sur la scène politique et sociale afin de définir nos besoins (production, santé, éducation, logement, énergie, transport, etc.) et la façon de les satisfaire. Nous n'avons pas besoin de classe dirigeante et de professionnellEs de la politique pour cela.

Comité NPA Lille

TRW (DIJON-LONGVIC) Encore des licenciements boursiers !

L'annonce de la fermeture de TRW Longvic au CE du 19 mars a été une douche froide pour les 147 salariéEs. TRW a déjà supprimé 700 emplois depuis début janvier en Europe de l'Ouest, dont 300 en Allemagne et 313 à Ramonchamp dans les Vosges...

TRW, c'est un chiffre d'affaires de 16,4 milliards de dollars, et une rentabilité en hausse de 7% en 2012 par rapport à 2011. Elle emploie 65000 salariéEs dans 25 pays et appartient au fonds de pension Blackstone, qui investit dans 67 sociétés regroupant près d'un million de salariéEs dans le monde. Le 26 mars, la direction a rencontré les délégués au CE pour engager le « plan de sauvegarde de l'emploi ». Trois jours plus tard, c'est la quasi-totalité des salariéEs qui ont manifesté avec les trois syndicats (CGT, FO, CGC). Ils ont ensuite demandé une expertise dont la présentation doit être faite le 16 mai, et mettent en avant que TRW Longvic, c'est 47 millions d'euros de chiffre d'affaires et une marge bénéficiaire de 14%. Ils veulent une table ronde pour impliquer les élus et le gouvernement. Leurs objectifs : le maintien du site, de tous les emplois et d'un niveau de commandes suffisant.

Ne pas finir comme Mittal ou Petroplus !

Après la rencontre du 16 mai, la lutte pourrait prendre une tournure nouvelle, notamment en s'adressant aux salariéEs des autres sites pour pouvoir élargir le rapport de forces. Plusieurs salariéEs de TRW étaient présents samedi 11 mai à une projection du film *la Saga des Conti*, en présence de Xavier Mathieu qui a mis en avant leur manifestation avec les salariéEs allemands. Comme dans tous les secteurs menacés, il faut une volonté politique pour maintenir l'emploi, interdire les licenciements, réquisitionner les sites et les réorganiser sous contrôle des salariéEs. Plus les mobilisations seront fortes et coordonnées, plus la solidarité de toute la population s'organisera, plus nous avons de chance de l'imposer.

CorrespondantEs

SAINT-DENIS (93) Les vendredis de la colère

Depuis plusieurs mois, le personnel de la mairie de Saint-Denis est en lutte.

Tout a commencé en septembre 2012 avec la mobilisation des personnels des centres de santé de la ville. En rupture avec une tradition d'implication des personnels dans la gestion et le fonctionnement des centres de santé, l'administration a mis en place un nouveau dispositif de leur gestion qui centralise tout dans les mains d'un nouveau directeur. Les personnels l'ont refusé, se sont mobilisés et ont fait trois jours de grève, ce qui ne s'est jamais vu à Saint-Denis. Malgré des déclarations du maire, appartenant au PCF, soutenant plutôt le contre-projet des personnels, l'administration est passée outre. Mais cette nouvelle méthode de gestion n'est pas

réservée aux seuls centres de santé de la ville.

Le grand écart

Les personnels du service social, de la culture, de la petite enfance, de la jeunesse en ont pris conscience et ont pris le relais de la mobilisation des centres de santé. À l'appel du syndicat Sud CT de la mairie, des « vendredis de la colère » sont organisés depuis le 5 avril : une heure de grève avec rassemblement devant la mairie, défilé avec tambours, sifflets, slogans dans les rues commerçantes en ces jours de marché, puis tournées dans les services municipaux. Cette technique a permis de rendre visible de façon spectaculaire les revendications des personnels sans épuiser les forces.

Face à cette situation la direction a mis la pression sur les responsables syndicaux, avec convocations, lettres de mises en garde,

menaces, tout en ignorant le mouvement lui-même. Elle espère la démobilisation des personnels. Mais à un an des élections municipales, cette mobilisation rend nerveux les élus de cette municipalité Front de gauche, écartelés entre les discours contre l'austérité et la gestion autoritaire et patronale qu'ils mettent en œuvre. D'autant qu'ils se préparent, avec

ces nouvelles méthodes de direction, à imposer aux personnels les conséquences des réductions budgétaires aux collectivités locales prévues pour 2014. Les vendredis de la colère se sont interrompus pendant la période des ponts de ce début mai. Ils reprennent le 17 et surtout le 24 mai où une mobilisation plus large doit avoir lieu.

JMB

PARIS

"Moi, maire de Paris, j'étendrai le travail du dimanche"

Anne Hidalgo (PS) et Nathalie Kosciusko-Morizet (UMP), candidates à la mairie de Paris, veulent « ouvrir le dossier » du travail du dimanche dans le commerce parisien. Une provocation pour les salariéEs d'un secteur où le patronat mène l'offensive pour l'extension sans borne des horaires de travail.

Les commerces parisiens de vente au détail (hors commerces alimentaires, autorisés à ouvrir de droit le dimanche matin) ne peuvent déroger au repos dominical que s'ils sont situés sur une des sept zones touristiques ou d'animation culturelle. Ces zones sont définies par le préfet, sur proposition du maire.

En campagne... pour le patronat

Le 10 avril, NKM s'est dite favorable à la création de nouvelles zones, notamment autour de l'Opéra ou de Bercy, où se trouvent plusieurs grands magasins. Hidalgo lui a emboîté le pas dès le 24 avril, en indiquant qu'elle était prête à discuter, dans le « dialogue social », de la carte des zones... avant de préciser le 29 avril

qu'elle n'en voulait pas de nouvelles, mais plutôt redéfinir le périmètre de celles existantes. Elle pointe des « anomalies » dans le zonage actuel où, « à une rue près », certains magasins peuvent ouvrir et d'autres pas, alors qu'un redécoupage pourrait être « profitable en matière d'emploi ». Le « dialogue social » prôné viserait alors à fixer les contreparties pour les salariéEs, sans remettre en cause le principe du travail du dimanche.

Autrement dit, les postulantes au pouvoir municipal sont prêtes à se plier au chantage à l'emploi et au salaire que, du fait de la concurrence entre grandes enseignes dans l'une des villes vitrines du capitalisme, le patronat impose à des salariéEs qui subissent déjà des conditions de travail dégradées : temps partiel, salaires au SMIC, horaires à rallonge, travail en soirée ou de nuit.

À Paris aussi, la lutte pour les droits des travailleurs implique de s'affronter au pouvoir politique qui sert le patronat. La campagne municipale à venir devra permettre l'expression d'une opposition politique prête à l'assumer.

Julien Lanoli



PHOTO THÉRIER / JMB



Les comités en action!

Chambéry (73) 175 personnes au meeting d'Olivier Besancenot.

Ce lundi 13 mai, le comité NPA de Chambéry organisait une réunion publique avec Olivier Besancenot. La réunion a été ouverte par Daniel Ibanez, porte-parole de la Coordination des opposants au Lyon-Turin, qui a dénoncé le caractère antidémocratique de ces grands projets inutiles et imposés.

Elle s'est poursuivie avec l'intervention de notre camarade Laurent Ripart, conseiller municipal NPA de Chambéry, qui a appelé à construire dans les prochaines municipales, mais aussi dès à présent dans les luttes, une large opposition de gauche aux politiques menées localement par le PS.

Dans une intervention très pêchue, notre camarade Olivier Besancenot a dressé le déplorable tableau de la première année du gouvernement Hollande, soulignant la nécessité pour le milieu militant de répondre sur le terrain des luttes. La discussion a permis à l'assistance de partager l'espoir, mais aussi le désarroi devant la situation actuelle, ce qui a permis à Olivier de souligner à quel point il était important dans ce contexte que les militants redressent la tête et continuent le combat.

Poursuivie avec une soixantaine de sympathisantEs dans un bar de la ville, la discussion aura permis de regonfler à bloc le moral du comité NPA de Chambéry, mais aussi de son entourage. Ce meeting aura montré que malgré les difficultés de la période, la combativité reste forte, comme en témoigne le succès de cette réunion où sont venues 175 personnes, ce qui constitue une réussite incontestable.



DR

Lille (59) le NPA débat avec les forces de gauche. Samedi 4 mai, à la veille de la manifestation parisienne, le PG du Nord organisait une journée de débats qui se concluait par une table ronde avec toutes les composantes de la gauche.

Du PS au NPA (représenté par notre camarade Sandra Demarcq), en passant par le PCF et la GA, les analyses de la situation politique et sociale ne sont pas les mêmes. Même si chacunE parle de mobilisation, les objectifs semblent différents : réformes plus adaptées aux antagonismes de classes pour les uns, début de campagne municipale pour les autres, appel à un rassemblement des gauches ouvrant la voie des institutions pour le PG et, pour le NPA, mobilisations pour la convergence des luttes et les droits de touTEs, sans accord avec les partis au pouvoir et pour la défense des intérêts de touTEs.

Devant à peu près 70 personnes, le PG a réaffirmé qu'il n'était pas hostile à une participation à un nouveau gouvernement Hollande qui prendrait une véritable orientation à gauche (avec Montebourg par exemple), allant jusqu'à affirmer qu'Olivier Besancenot s'y sentirait très à l'aise! Au-delà des constats sur la situation des services publics de la santé, de l'éducation, du logement et de la lutte contre l'austérité, peu de représentantEs des partis ont abordé les questions de l'égalité des droits, des sans-papiers ou des Roms, focalisant leur attention sur la mobilisation dans les urnes.

Le NPA lillois s'était mobilisé pour assister à ce débat qui a montré des divergences criantes dans les objectifs, essentiellement électoralistes, et lors duquel le peu de parole laissé à la salle semblait être à l'image de la prise en compte de la population dans les politiques du Front de gauche.

En campagne

INITIATIVE Des rencontres dans la gauche non gouvernementale

La résolution politique de la réunion de direction nationale des 23 et 24 mars du NPA actait la décision « d'agir vers les forces politiques de gauche, qui ne participent pas au gouvernement, LO, l'AL, les différentes composantes du Front de gauche, le MOC, par des discussions, des débats stratégiques et des actions communes contre l'austérité et sur tous les thèmes qui font résistance afin de s'opposer à la majorité présidentielle ». Une démarche accueillie positivement lors des premières rencontres.

Il s'agissait de débattre de nos analyses, des propositions des uns et des autres et pour le NPA d'envisager la construction active d'une opposition de gauche à ce gouvernement. Nous avons donc rencontré ces dernières semaines les Alternatifs, Alternative libertaire, la Gauche anticapitaliste, Lutte ouvrière et le Mouvement des objecteurs de croissance.

Des analyses souvent proches

Le premier bilan fait apparaître, sans réelle surprise, des convergences d'analyse sur l'accélération de la crise vécue au quotidien par des millions de salariéEs : fermeture de boîtes, ANI, puis loi de « sécurisation de l'emploi »... Le soutien aux luttes des salariéEs nous a souvent réunis ces derniers mois, même s'il nous semble, que sans la généralisation des luttes et leur convergence, des victoires décisives

seront difficiles.

Des points de vue partagés aussi contre la poursuite des grands travaux inutiles, coûteux et dangereux, au mépris des avis et des besoins réels des populations et du respect des équilibres écologiques. Et d'ailleurs nous nous retrouvons dans ce combat, avec plusieurs de ces mouvements politiques, contre « l'Ayraultport » qui pourrait bien être la première grande victoire contre ce gouvernement. Enfin, chacun a pu observer la crise politique dans plusieurs pays européens dont la France, où l'affaire Cahuzac a fortement contribué à éloigner les citoyenNEs de la sphère des éluEs politiques. Pendant le débat sur la loi pour le mariage pour tous et toutes, la droite et l'extrême droite ont occupé la rue pendant plusieurs semaines. Entre scandales financiers, mensonges d'État, agressions racistes et homophobes,

le gouvernement est en perte de vitesse. Mais force est de constater qu'il n'a pas, en face de lui, une réelle opposition de gauche.

Le sens de la participation du NPA, sur ses propres revendications, à la manifestation du 5 mai a été diversement apprécié par nos interlocuteurEs : les composantes du Front de gauche déjà rencontrées (Alternatifs et GA) ont trouvé politiquement juste la participation du NPA à cette manifestation pour reprendre la rue à la droite et à l'extrême droite, et affirmer l'exigence d'une autre politique au service des travailleurEs.

En perspective...

Toutes les organisations politiques ont exprimé le désir de rencontres régulières entre les différentes directions pour continuer le débat politique et agir ensemble à chaque fois que cela sera jugé possible. Même si la direction de LO pense que ce n'est pas le moment de l'organiser, le principe d'une manifestation nationale contre les licenciements, avec les boîtes en lutte et différentes organisations politiques, comme par exemple en 2001 avec les LU Danone, ne lui semble pas totalement exclu.

Des rencontres spécifiques entre des militantEs des organisations politiques à vocation « écologiste » et de la commission nationale écologie du NPA vont se tenir. Certaines participent aussi à l'Alter Summit de juin en Grèce. La proposition est également de travailler ensemble dans les diverses initiatives lancées par les uns ou les autres.

Le sujet des prochaines élections a été évoqué, même si les décisions, notamment pour le NPA, seront prises fin juin. Le positionnement politique est partagé : contre la droite et l'extrême droite, contre la politique conduite par le gouvernement actuel et dans les villes que la gauche gouvernementale dirige, pas de gestion des institutions, y compris des mairies. Sur la question de l'unité entre les différentes organisations se retrouvant sur ces bases, le débat est encore devant nous!

Roseline Vachetta



PHOTOLOGIE ROUGE / JMB

LES BROCHURES NON À LA GUERRE AU MALI ET ON LÂCHE RIEN, ON CHANGE TOUT SONT SORTIES



Elles sont disponibles :

– auprès des militantEs et à la librairie La Brèche à Paris au prix de deux euros

– par correspondance pour trois euros (port compris) à :

NSPAC, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.

Possibilité de commande groupée (à partir de cinq exemplaires, merci de nous contacter à :

diffusion.presse@npa2009.org

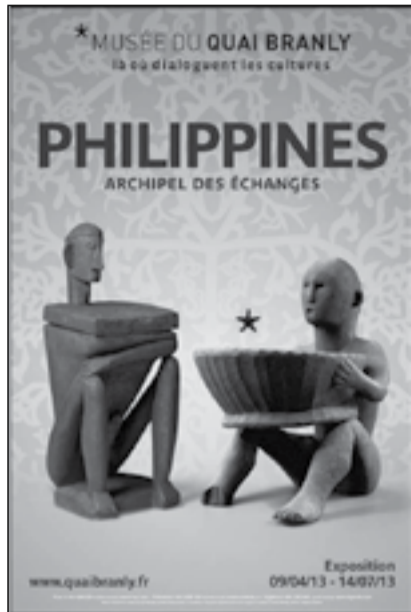
À lire, pour débattre et agir!

EXPOSITION

«Philippines, archipel des échanges» et des résistances

À Paris, le musée du quai Branly présente jusqu'au 14 juillet la plus grande exposition jamais consacrée en France aux «arts ancestraux» de l'archipel philippin, certes nourris d'«échanges», mais aussi de résistances aux colonisateurs successifs.

Les Philippines (7000 îles, 150 langues, plus de 90 millions d'habitants) ne défraient guère l'actualité de ce pays-ci qu'à l'occasion des ravages d'un typhon ou de la révélation de l'emploi au noir par un notable socialiste (Cahuzac) d'une jeune femme sans papiers, réduite par la misère à se vendre comme «bonne à tout faire». Situation de plusieurs millions d'autres Philippines dans le monde, environ 30000 en France, dont 90% sans papiers. Après Magellan (mort là-bas en 1521), l'archipel fut pourtant pour les Européens, et les Espagnols avant tout



destiné aux caisses de Philippe II. S'appuyant sur les Augustins et les Franciscains, il s'employa aussi à convertir les insulaires (aujourd'hui catholiques à plus de 90%), tortures et exécutions pour les réfractaires, *encomienda* pour les autres, c'est-à-dire travail forcé dans des camps miniers ou agricoles confiés à des colons.

Silence, on expose...

L'exposition ne dit rien de ces horreurs ni de celles qui suivirent même après 1946, quand le pays cessa d'être colonie américaine mais resta «aligné», spécialement durant la féroce dictature des Marcos (1965-1986). Ni, pour le présent, des exactions des militaires et paramilitaires lancés dans la chasse aux communistes et aux sécessionnistes musulmans du Sud, ni des effarantes conditions de travail régnant dans les ateliers, ni de la misère de la population paysanne (80%) attendant vainement une redistribution des terres accaparées par de riches propriétaires dont le moindre n'est pas Benigno Aquino III, l'actuel président philippin. Ni des assassinats récents de militantes comme Venecia Nestor (19/6/2012), Juvy Cacion (18/10/2012) et Ananayo Pugu-on (7/12/2012), défendant les terres ancestrales

contre l'appétit des conglomérats miniers que protège une branche spéciale de l'armée, la «Force de Défense des Investissements». Au musée du quai Branly, il ne saurait être question que d'«art» et de «cultures»: silence diplomatique sur le reste. C'est pourtant ce reste qui fait comprendre l'étonnante variété d'objets (plus de 300) présentés ici avec le concours des institutions nationales philippines, et largement représentatifs de la diversité culturelle de l'archipel où les Occidentaux, pas plus que les Indiens ou les Chinois qui le visitèrent avant eux, ne furent capables de s'imposer en tout point de ses îles au relief volcanique tourmenté, étirées sur 1700 km de long. Mais ces réalités géographiques auraient été de peu de poids sans l'esprit d'indépendance et de résistance de beaucoup de communautés autochtones, illustré dans l'exposition par un abondant matériel guerrier mais également par les textiles, souvent somptueux. On apprend ainsi grâce au très savant catalogue que si le tissage traditionnel reste pratiqué à Mindanao, la plus riche en or de ces îles, c'est qu'il y vaut acte de résistance, y compris contre les militaires et les conglomérats miniers. Gilles Bounoure

(cédant la place en 1897 aux États-Unis), un véritable Eldorado. Après avoir pris Manille en 1570, Miguel Lopez de Legazpi, premier gouverneur général des Philippines, édicta que le vol d'or n'y était pas illicite pourvu d'en réserver «le cinquième royal» (20%),

Essai

TÉMOIGNAGES HISTORIQUES

Deux livres publiés au Seuil début 2012. Ivan Jablonka, historien, est parti à la recherche de ses grands-parents qu'il n'a pas connus et qui sont morts à Auschwitz. Virginie Linhart, documentariste, elle, a connu les siens, car ils ont fait partis des rares rescapés des camps. Elle s'est intéressée à «comment on vit, quand on rentre».



Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus, de Ivan Jablonka, Seuil, 24 euros
L'auteur va partir de l'histoire orale familiale. Au fur et à mesure de ses recherches dans les archives, il reconstruit la vie de ses grands-parents: juifs polonais, athées et communistes. Mates et Idésa

Jablonka veut échapper au carcan des rites et superstitions religieux de leur shtetl polonais. Ils veulent changer le monde et deviennent

militants et communistes. Ils émigrent en France en 1937 où ils seront fichés «de nationalité israéliite». Lui s'engagera dans la légion étrangère pour lutter contre Hitler, mais ils finiront par être arrêtés par la police française et seront assassinés à Auschwitz. Un récit et livre d'histoire extraordinaire où le lecteur partage les déconvenues et les joies de l'auteur, dans une enquête qui réussit à faire vivre la petite et la grande histoire.

La vie après, de Virginie Linhart, Seuil, 17,20 euros
Cette enquête fait parler les survivants: sur 75 700 déportés juifs français dans les camps nazis, moins de 2 500 sont revenus. Un récit, fait de briques de témoignages: «Il fallait que je meurs à une vie pour essayer de renaitre à une autre». «Aux imbé-

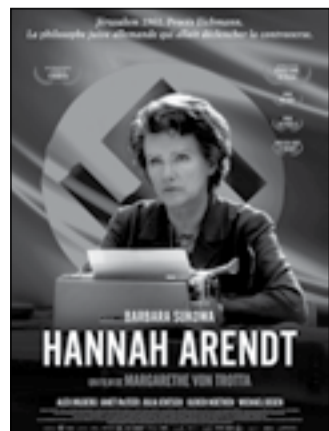


ciles qui interrogeaient sur mon tatouage, je répondais que c'était le nombre de mes amants...». «C'est la Shoah qui les a rendus juifs», dit son auteur. Un livre très fort et plein d'humanité qui parle des difficultés de se reconstruire, physiquement et moralement, dans une France qui glorifie les résistants, mais n'écoute pas ceux qui ont subi l'holocauste. Christine Schneider

Cinéma

HANNAH ARENDT, DE MARGARETHE VON TROTTA

Avec Barbara Sukowa, Axel Milberg, Janet Mc Teer. Sortie le mercredi 24 avril.



et prouvés depuis cette date sur la complicité de l'impérialisme américain avec le génocide nazi, on ne peut s'empêcher de penser «que de bruit pour rien». On aurait tort! D'une part, la théorie de la «banalité du mal» qu'inspira la personnalité d'Eichmann à Arendt n'a jamais eu autant d'actualité. Les «médiocres» qui obéissent aux ordres de l'autorité sans arrière-pensée et se hissent ainsi dans la plus haute hiérarchie sont l'ossature de toutes les sociétés, totalitaires ou non. D'autre part, la collaboration des autorités de peuples opprimés avec leurs bourreaux est également un fait avéré. Dans les années 60, dévoiler cette complicité relevait presque du crime d'État contre la communauté juive, l'État d'Israël et les démocrates américains. Hannah le paiera très cher et la communauté intellectuelle pratiquera une

politique de l'isolement à son égard. Mais Hannah Arendt ne cédera pas contre le conformisme et les pressions d'où qu'elles viennent. Pour elle, il s'agit de défendre la liberté de penser et de s'exprimer tout en continuant sa bataille contre le totalitarisme. Des flash-back sur la liaison d'Hannah avec le grand philosophe allemand Heidegger, qui abdiqua lui cette liberté en adhérant au parti et à une partie de l'idéologie nazie, est bienvenue pour le rappeler. Une projection dans les années 2000 de la «banalité du mal» en Israël aurait été un plus pour étayer les arguments. En conclusion, un film instructif, bien qu'un peu lourd dans sa démonstration. L'exposition de théories philosophiques au cinéma sont tellement rares qu'on pardonnera cette faiblesse à Margarethe Von Trotta. Sylvain Cachi

Lorsque l'on met en perspective le film de Von Trotta, qui relate l'immense scandale suscité en 1961 par les articles de la philosophe Hannah Arendt sur le procès d'Adolf Eichmann, avec tous les faits appris

DOCUMENTAIRE

NE VIVONS PLUS COMME DES ESCLAVES, de Yannis Youlountas



Écrit, tourné et monté par Yannis Youlountas, poète et philosophe franco-grec, avec

l'aide d'une impressionnante équipe bénévole, *Ne vivons plus comme des esclaves* sera bientôt visible en ligne gratuitement. Le film montre la crise grecque, pas celle des chiffres et des résolutions, celle qui est vécue quotidiennement par celles et ceux qui ne sauraient s'y résoudre et inventent, à mesure, une résistance protéiforme. Si elle passe par la défense immédiate de leur existence, cette résistance est également porteuse de l'espoir et des propositions concrètes d'un autre monde. Pour que le film puisse être diffusé et projeté gratuitement, le site internet propose une souscription. Samaël

http://nevivonspluscommedesesclaves.net

MUSIQUE

REBEL MASSIVE, de Dubmatix (Ecco Beach) 14 euros.



Le canadien Jesse King a fini, d'album en

remix, et à force d'écumer les festivals spécialisés et les salles de concert à travers le monde, par acquérir, sous son nom de scène Dubmatix, une solide réputation dans le petit monde du reggae. Même si évidemment d'aucuns continuent de penser que rien de bon ne peut sortir en la matière en dehors des studios de Kingston, son nouvel opus monte néanmoins la barre très haut, tant sur les productions (avec les grosses basses de rigueur) que dans le soin accordé au chant ou au toast. Et respectueux de l'héritage jamaïcain (il remanie avec doigté les grands riddims - morceaux sans les voix - du patrimoine roots ou dancehall), il a su s'entourer de quelques figures historiques du roots (U-Roy, Horace Andy) ou plus récents dans la veine dancehall (Luciano, Eek-A-Mouse). Une sorte de travail d'intérêt général finalement... King Martov



librairie
la-breche.com

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris
Tél.: 01 49 28 52 44
Fax: 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture:
Lundi: 14h - 20h,
mardi au samedi:
12h - 20h



S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<table border="0"> <tr> <td>Hebdo</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>14 € par trimestre</td> <td>Hebdo + Mensuel</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>25 € par trimestre</td> </tr> <tr> <td>Jeunes/chômeurs précaires</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>10 € par trimestre</td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>19 € par trimestre</td> </tr> </table>	Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre	Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT: _____</p> <p>CODE GUICHET: _____</p> <p>N° DE COMPTE: _____</p> <p>CLÉ RIB: _____</p> <p>Date: _____</p> <p>Signature: _____</p> <p>Titulaire du compte</p> <p>Nom: _____</p> <p>Prénom: _____</p> <p>Adresse: _____</p> <p>Code postal: _____</p> <p>Ville: _____</p> <p>Mail: _____</p>	<p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque: _____</p> <p>Adresse: _____</p> <p>Code postal: _____</p> <p>Ville: _____</p>
Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre									
Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre									

Par chèque, à l'ordre de: NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM					
Tarif standard					
Hebdo	<input type="checkbox"/>	28 €	<input type="checkbox"/>	1 an	56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/>	22 €	<input type="checkbox"/>	1 an	44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	50 €	<input type="checkbox"/>	1 an	100 €
Tarif jeunes/chômeurs/précaires					
Hebdo	<input type="checkbox"/>	20 €	<input type="checkbox"/>	1 an	40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	38 €	<input type="checkbox"/>	1 an	76 €
ÉTRANGER					
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org					



En chiffres

Entre 17,4 & 23,3 milliards d'euros C'est d'après le syndicat Solidaires-Finances publiques le montant de la fraude fiscale... dans la seule Ile-de-France! À mettre notamment en relation avec la disparition des 25 000 postes dans les finances publiques ces dix dernières années...

500 euros C'est le montant de l'indemnité de réparation que trois hypermarchés Carrefour d'Angers et Cholet ont été condamnés à verser à 35 employés, au titre de la rémunération de leur temps de pause.

PRISONS

Le changement, c'est urgent!

La spectaculaire évasion de Redoine Faïd de la prison de Sedquin en avril dernier a ravivé les tensions entre le lobby syndical des « matons » (FO et UNSA) et la Chancellerie. Après son opération de communication à la prison des Baumettes, dont tout le monde semble découvrir l'état de délabrement général, Christiane Taubira s'est donc rendue sur place afin de tenter de calmer le jeu.

Confrontée à la dure réalité du terrain, la garde des Sceaux a dû convenir elle-même que « la plupart des détenus passent leur temps à essayer de contourner les règlements et à tisser des contacts avec l'extérieur ». La situation est depuis quelques mois devenue tendue dans bon nombre de centres de détention et de maisons d'arrêt, surpeuplés, gérés tant bien que mal par une administration pénitentiaire confrontée elle aussi à des contraintes budgétaires et un manque d'effectifs permanents. Les syndicats de la pénitentiaire réclament bien sûr un renforcement des fouilles des prisonniers, et le durcissement des

règlements intérieurs et Marine Le Pen se prononce elle, pour la fouille des familles à la sortie des parloirs, démontrant si cela était nécessaire de quel côté de la barricade elle se trouve.

Abolitionnistes convaincus

Nous ne saurions souscrire aux revendications de celles et ceux dont le travail consiste à réprimer massivement notre camp social. Tant qu'existera ce système carcéral destructeur et inhumain, la seule motivation qui animera celles et ceux qui la subissent sera de s'évader, ou d'enfreindre les règlements internes à la détention, tous plus ou moins liberticides.

L'évasion de Redoine a été perçue par la quasi-totalité des détenus comme un formidable pied de nez fait à l'administration et comme un encouragement salutaire à ne pas subir l'enfermement comme inéluctable et sans espoir.

En battant le record du nombre de détenus (67 493 pour 56 975 places au 1^{er} avril 2013), en se voyant une nouvelle fois le 25 avril condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour sa politique carcérale dégradante et inhumaine, la France et son gouvernement « socialiste » démontrent qu'ils n'ont d'autre programme pénitentiaire que celui de leurs prédécesseurs.

Face au développement de la crise économique et aux ravages sociaux qu'elle engendre, le tout-répressif est la seule réponse envisagée par les gestionnaires du capitalisme. Toute nouvelle loi pénitentiaire, tous les bracelets de sécurité, toutes les constructions de nouvelles prisons, toutes les politiques de réinsertion bidon seront vaines. Le système carcéral n'est pas à aménager ou à améliorer, il doit être détruit.

Alain Pojolat

Le NPA en chaîne



PHOTOHÉQUE ROUGE / ALICE D

Le NPA était présent samedi 11 mai au rassemblement contre "l'Ayroultport de Notre-Drame-d'Hollande". Notre porte-parole Christine Poupin a répondu aux questions des médias avant de participer à la chaîne humaine.

MÉDECINE DU TRAVAIL

Le travail, c'est pas la santé

Trois médecins du travail, Elisabeth Delpuech, Dominique Huez et Bernadette Berneron, font l'objet d'une procédure judiciaire engagée à la suite de plaintes d'entreprises. Ils sont poursuivis par leurs employeurs - EdF, Orys (filiale du groupe Ortec, un des sous-traitants d'EdF) et le service de santé interentreprises de l'Ain - pour la rédaction de certificats médicaux ou de courriers à des confrères, attestant d'atteintes à la santé mentale de salariéEs en lien avec leur activité de travail.

Ces plaintes adressées à l'Ordre des médecins portent essentiellement sur la mise en évidence par les médecins du travail d'un lien de causalité entre organisation du travail et atteintes à la santé mentale. Et cela alors que l'apparition des nouvelles formes de travail, le renouveau des stratégies managériales de mobilisation des salariéEs, de valorisation du « savoir être », de l'initiative et de la responsabilité, mobilisent de plus en plus leur implication subjective dans le travail.

Ce qui est en jeu, c'est la possibilité pour les médecins du travail d'identifier les causes des souffrances mentales constatées dans le travail, son environnement et son organisation, et d'en attester les effets sur les travailleurs. Les poursuites engagées sont un moyen de peser sur l'indépendance des médecins du travail afin de les dissuader de rédiger des écrits mettant en cause les conditions d'organisation du travail et ainsi de remettre en cause une de leurs compétences fondamentales.

« Protéger la santé physique et mentale des travailleurs »

La loi (article L.4212-1) a introduit récemment dans le code du travail l'obligation

pour l'employeur de prendre les mesures nécessaires « pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs ». L'employeur devrait élaborer un document unique d'évaluation des risques professionnels (DUE) sous le contrôle du CHSCT et du médecin du travail. Rappelons que l'article L.4212-2 stipule que « le travail doit être adapté à l'homme » et non l'inverse...

La Cour de cassation a confirmé que l'employeur est tenu à une obligation de sécurité de résultat et que le manquement à cette obligation a le caractère d'une faute inexcusable lorsque l'employeur aurait dû avoir conscience du danger auquel était exposé le salarié et qu'il n'a pas pris les mesures nécessaires pour l'en préserver. Le patronat ne digère pas du tout cette injonction! Du coup, il ne cesse de tenter une reprise en main des médecins du travail, de court-circuiter les CHSCT qui sont un tant soit peu combattifs, en créant par exemple des commissions « bidons », hors de toute loi.

Dans ce contexte, les écrits des médecins du travail prennent une place importante, place qui est contestée par les patrons, mais aussi par le Conseil national de l'Ordre des médecins. Les patrons ne peuvent

concevoir la transformation, pas même la remise en cause de l'organisation du travail par les médecins du travail, les CHSCT et encore moins par les travailleurs et travailleuses qui ne veulent toujours pas « perdre leur vie à la gagner ». Pour eux, c'est inconcevable, car c'est fondamentalement la remise en cause de leur pouvoir, de la propriété privée. D'où l'intérêt que nous devons y porter!

Alain Jacques

Pétition de l'association Santé et médecine du travail (SMT) : www.a-smt.org

“ NO COMMENT ”

Les casseurs sont sûrement des descendants d'esclaves, ils ont des excuses et Taubira va leur donner une compensation

LE DÉPUTÉ UMP DU VAR JEAN-SÉBASTIEN VIALATTE, sur Twitter lundi 13 mai, après les violences lors de la fête de victoire du PSG

“ NO COMMENT ”

La traite nous renvoie à la dette souscrite à l'égard de l'Afrique (...) Aujourd'hui, c'est au nom de cette solidarité que la France est intervenue au Mali pour lutter contre l'intolérance, le fanatisme et la terreur

FRANÇOIS HOLLANDE vendredi 10 mai à l'occasion de la « journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions »

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org
Diffusion: 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC).
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
Ross Harold
Secrétaire de rédaction:
Manu Bichindaritz
Rédacteur graphiste: Ambre Bragard
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®